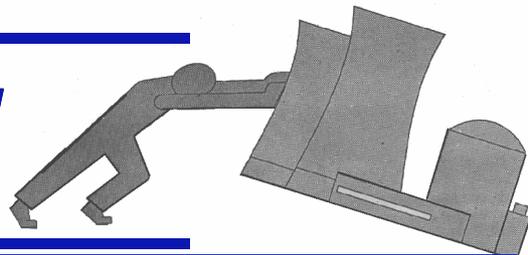


STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech
et du Réseau grand sud-ouest « Sortir du Nucléaire »

N°69 - Semestriel - 4 €
MARS 2012

Tchernobyl, Fukushima, plus jamais ça !



原発やめろ!

Chaîne Humaine À GOLFECH

DIMANCHE 29 AVRIL 2012

13H pique nique devant la centrale, 14h30 départ chaîne humaine

Nucléaire STOP !

STOP GOLFECH



Appel de la coordination antinucléaire du sud-ouest



Sommaire Bibliographie : p.3, 5, 10, 13
P.2 programme 29 avril Golfech, lettre président CLI Golfech, **contacts sud-ouest** : p.2
P.3 récits, réaction chaîne humaine du 11-3-
P.4 Fukushima
P.5 des maires français face à Fukushima/accident majeur
P.6/7 Roger Belbeoch et article de Bella : cuves des réacteurs dangereuses
P.8 procès contre « Golfech »
P.9 luttes THT/Transports déchets Bure
P.10 nucléaire et santé

P.11 coûts du nucléaire
P.12 nucléaire militaire
P.13 maire contre l'atome
P.14/18 dossier surveillance Golfech
P.19 gaz de schistes
P.20 chaîne humaine (11-3)+ transition 47

Coordination antinuc. sud-ouest le 7 avril Montauban : Pavillon du jardin de Plantes, local des ass. environnementales 82, au n°211, avenue de l'Abbaye, dans le quartier SAPIAC : 10h Réseau ; 14h luttes locales

"Le nucléaire ne peut pas cohabiter avec l'humanité" clament les manifestants japonais pour l'arrêt du nucléaire. Et Bella Belbeoch ci-après nous donne un des arguments majeurs pour dire Stop au nucléaire :

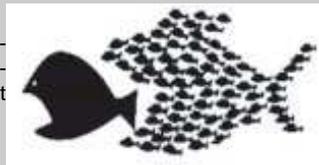
« Les vieux réacteurs sont à arrêter d'urgence. Mais le danger nucléaire ne concerne pas seulement les vieux réacteurs. Le réacteur n°1 de Civaux, d'une puissance nette de 1495 MWe, a inauguré la saga des fissures du palier N4, 2 réacteurs à Civaux et 2 à Chooz, censés être le fleuron du nucléaire français... L'incident de Civaux, inondation par rupture de tuyauterie, a eu lieu 4 mois 1/2 après la mise en service. Un record ! Après diverses interprétations on s'est aperçu que les tuyauteries se corrodait partout où il y avait un mélange d'eau chaude et d'eau froide. La corrosion existait aussi à Chooz. C'est le réacteur en fonctionnement qui permet de valider, ou ici invalider, un changement de tracé de tuyauterie, une augmentation du taux de combustion, le choix d'un alliage des gaines combustibles etc.

Un réacteur nucléaire est d'une complexité recouvrant tellement de champs, tant théoriques que technologiques, que sa réalité échappe complètement aux citoyens ce qui devrait sceller définitivement le sort du nucléaire. Les accidents majeurs montrent que la réalité échappe aussi, malheureusement, aux concepteurs, aux exploitants et aux autorités chargées de la sûreté nucléaire. La seule réalité tangible c'est la catastrophe et ses conséquences qui nécessitent l'arrêt d'urgence de la production d'électricité par les réacteurs nucléaires en utilisant tous les moyens disponibles actuellement, dont les combustibles fossiles gaz, charbon et fioul » ((voir article complet p.6 et 7)

Mais nous sommes debouts, pour dire notre détermination à arrêter le nucléaire... Les pistes pour une transition énergétique et même énerg'éthique sont multiples et leurs mises en route décisives sur le plan local ; "c'est passer d'un système industriel aveugle à une économie de services et d'échanges où l'on valorise, répare, recycle, composte ; où l'on produit localement dans le respect de tous et où l'on soumet toute production à cette question fondamentale du pourquoi et non plus seulement comment. Elle serait éminemment créatrice d'emplois et porteuse d'avenir pour nos enfants. Il nous faut considérer l'énergie au sens large, le relier à nos valeurs : solidarité, partage, sobriété...L'énergie renouvelable, c'est aussi celle de l'humain ! La sortie en urgence du nucléaire est la condition sine qua non de cette transition" (A.M. revue Sortir du nucléaire).

"Si chacun de nous est de granit, alors le peuple sera de roc"

Petits poissons qui mangent le gros empruntés à un tract d'ATTAC



**Tchernobyl, Fukushima
Plus jamais ça !**
Journées internationales d'actions
du 26 au 29 avril 2012

<http://chernobyl-day.org/Appel-2012>

Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours
à l'Energie Atomique <http://www.fairea.fr> (p.2)



Les couleurs de demain. Centrale fonctionnant au géranium enrichi.

Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Énergie Atomique

Certaines d'entre nous sont connues. D'autres moins. D'autres pas du tout. Certaines sont des militantes de longue date. D'autres ne militeront jamais. Certaines sont des amies proches. D'autres affichent de profonds désaccords entre elles sur quantité de terrains.

Mais, toutes, nous partageons désormais la conviction de la nécessité vitale d'un arrêt immédiat du recours à l'énergie nucléaire. Qu'il s'agisse de production d'électricité ou d'armement.

Nos arguments sont multiples. Nos réseaux sont divers. Comme sont aussi divers nos modes d'action possibles et nos initiatives. Et nous en inventerons d'autres chemin faisant.

Pour l'heure, près d'un an après le début du drame de Fukushima, il nous paraît urgent de commencer à nous compter. Et de cesser de nous en laisser conter.

Ni cotisation, ni structure bureaucratique : nous formerons une sororité de fait.

En apposant son nom ci-dessous, chacune d'entre nous s'engage simplement à être, à sa propre manière, une Femme pour l'arrêt immédiat du recours à l'énergie atomique et, seule ou avec d'autres, à intervenir en ce sens où elle le pourra, comme elle le pourra, chaque fois qu'elle le pourra.

Signataire de l'Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Énergie Atomique
<http://www.fairea.fr>

Pour rappel : le Japon n'a plus que 2 réacteurs en marche sur 52 : industries en 3/8, arrêt de climatiseurs, d'escalators, , d'éclairages, d'écrans publicitaires, de machines à boissons, et centrales au gaz....

"On december 2, 1942, Man achieved here the first self-sustaining chain reaction and thereby initiated the controlled release of nuclear energy."

Traduction : "Le 2 décembre 1942, L'homme parvint ici à réaliser la première réaction en chaîne auto-entretenu et par ce biais ouvrit la voie à la production contrôlée d'énergie nucléaire"

"Léo Szilard, collaborateur de Fermi, maître d'œuvre de la construction de la pile, dit :

« Ce jour, restera, dans les annales, comme l'un des plus noirs dans l'histoire de l'humanité".

2000 personnes à Bordeaux, une vingtaine de bus vers la vallée du Rhône, manifs à Bayonne, rassemblement à Cahors, dans le Tarn, le sud-ouest est bien vivant.....

Contacts sud-ouest : Tchernobyl (33) et VSDNG-Stop Golfech (47) p.20 ; Lot p.19,10,12 ; Tarn p.19 ; Toulouse Daniel et Marc p.10.

Gers : Henri 05 62 09 08 25

Tarn et Garonne : Colette 05 63 66 16 05

29 avril Golfech

9h30-12h coordination antinucléaire sud-ouest, salle de Pommevic près église

13h-14h30 pique-nique, vente pommes pour les Enfants Tchernobyl-Belarus, stands divers

14h30 chaîne humaine de la centrale à la mairie de Golfech

Agen, le 21/03/2012, STOP-GOLFECH,

148 rue Gérard Duvergé, 47000 AGEN

Monsieur CALAFAT, Maire de GOLFECH

Président de la CLI de la centrale de GOLFECH

Monsieur,

Cette année encore, nous appelons à un rassemblement devant la centrale nucléaire de Golfech, le 29 Avril, à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Depuis plus de quarante ans, nous nous efforçons d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les risques inacceptables que nous fait courir le recours à l'utilisation de l'électricité d'origine nucléaire : entre autre, diffusion régulière de radioactivité dans l'environnement, production de déchets à durée de vie supra-humaine, risque d'accident majeur, prolifération d'armes nucléaires liées au nucléaire civil.

La situation a notablement évolué durant cette période : l'impact des faibles doses de radioactivité sur la santé –thyroïde par exemple- s'avère de plus en plus avéré ; le problème des déchets, dont personne ne veut, ne trouve pas de solution autre que de les dissimuler en les cachant par enfouissement. Quand aux catastrophes, hélas, elles ont fait la une de l'actualité, et sont devenues le quotidien de populations entières pour des générations.

Après Tchernobyl, attribué à l'impéritie du régime soviétique, Fukushima est venu nous signifier de manière dramatique qu'une société de haute technologie n'était pas à l'abri d'un tel accident.

Alors que l'opinion publique japonaise est en train de facto d'imposer un arrêt des centrales nucléaires (dans des conditions d'urgence extrêmes, mais sans que leur mode de vie soit bouleversé), la question est enfin arrivée sur le devant de la scène en France, sans que les dirigeants semblent prendre vraiment prendre la mesure des enjeux : à cet égard, nous sommes consternés par les propos attribués à Pierre Gaillard, votre vice-président à la CLI, de retour de Fukushima, dont la teneur semble concerner la nature du périmètre d'évacuation et le montant des indemnités à octroyer. Est-il possible qu'en amont d'une telle situation- l'accident en France reste à venir-, on se soucie non pas de l'éviter – arrêter le programme nucléaire-, mais de gérer ses conséquences sanitaires potentielles et les dédommagements financiers éventuels ?

Pour échanger sur ces questions essentielles, nous sollicitons une entrevue de votre part, soit lors de la chaîne humaine que nous organisons le 29 Mars de 15h à 17h, soit un autre moment à votre convenance, éventuellement avec la participation de M. Gaillard.

Dans l'attente de votre réponse, recevez nos meilleures salutations

Avec un car bien rempli, nous sommes partis d'Angen à Bordeaux, nous avons pique-niqué ensemble sur les quais, mais la plupart des gens sont arrivés après pour la chaîne même. Nous avons commencé à marcher, pour s'installer en ligne, pendant que les organisateurs sur vélo donnaient les infos pour la suite. Pas évident de mettre ces 1500 personnes en ligne (selon les sources 2000 et pour les enfants 2500...). L'atmosphère était agréable et paisible et en même temps le message était clair : STOP NUCLEAIRE !



Quand la chaîne a été installée, au bout un moment une sirène (pour les plus petits : pas celle du film) est passée et on tombait tous par terre en domino. On y est resté jusqu'à ce que toute la chaîne soit tombée. « Comme si un gros nuage nucléaire passait et que tout le monde était mort, ont dit » Inyo et Yourouk.

Les gens qui marchait sur les quais le dimanche, ceux sur les skates, ceux qui allaient à la foire à côté, les gens sur les bateaux qui passaient, ... nous espérons que nous avons touché quelque chose en eux, qui fait peut être réfléchir... Pour nous, c'était une action avec du sens !

Aujourd'hui, je tiens à partager avec vous mon soutien à cette mobilisation, qui est à mes yeux une véritable insurrection démocratique. Je voudrais dire à chacune et chacun d'entre vous : vous aussi, insurgez-vous ; vous aussi, mobilisez-vous pour la sortie du nucléaire !

Ensemble, nous pouvons être suffisamment forts pour résister au lobby nucléaire et pour nous réapproprier la question énergétique. Nous devons refuser que les choix qui nous engagent et qui engagent nos enfants et petits-enfants pour des décennies soient dictés par des industriels qui n'ont que faire des déchets éternels et de la pollution qu'ils laissent aux générations futures.

Stéphane Hessel



Photo procès Golfech 26-1-12, voir aussi p.8 et p.20 ; plusieurs photos sont de Marc St. Aroman

Sonia : Je pense important que chacun (groupes et individus) de ceux qui sont impliqués dans la chaîne et/ou dans la lutte contre le nucléaire prenne le temps de faire le bilan et d'envisager comment poursuivre. Il me semble que même si on peut améliorer l'organisation et augmenter la participation à l'avenir dans le cadre d'une manifestation citoyenne, il est aussi important de s'interroger sur l'impact (notamment politique) de la manifestation.

Je crois qu'on peut dire objectivement que nous avons réussi du point de vue de la mobilisation, mais pas du tout ébranlé (du moins en apparence, mais c'est fondamental) le pouvoir pronucléaire et ses soutiens politiques.

La chaîne humaine était une idée nouvelle : elle semble bien fonctionner pour "populariser" la contestation antinucléaire, la sortir du ghetto en quelque sorte. C'est important. Mais cela ne me semble pas suffisant face à un pouvoir (qu'il se dise de droite ou de gauche) qui se targue de ne pas tenir compte de la rue et prétend réduire la démocratie au rituel des élections. Même si nous avons été 120 000 comme en Allemagne, est-ce que Hollande ou Sarkozy auraient davantage réagi à la manifestation ? Ne va-t-il pas falloir inventer d'autres formes d'action complémentaires pour augmenter notre impact ?

Il me semble que pour l'instant chacun discute et réfléchit de son côté (brainstorming) et qu'ensuite ce serait bien d'échanger nos idées... Puis selon proximités (géographiques, stratégiques ou autres) nous pourrions retravailler en commun.

Chaîne humaine à Bordeaux le 11 mars 2012

Lucas (47) : Avec ma femme et mes 3 enfants, de 6 et 3 ans et le dernier de 4 mois, nous avons rejoint 1500 personnes (selon le comptage) sur les quais de Bordeaux pour participer à la chaîne humaine. Sur 1.5 Km nous sommes gentiment alignés, main dans la main, le long du quai et à 15h30 lorsque la sirène retentit, les 1500 personnes se sont couchées à terre pour simuler la perte de 1500 vies humaines. Oui, normal me direz vous...sauf que, ma stupeur était de découvrir l'indifférence des Bordelais qui badinaient sur les quais...pour eux apparemment cela n'avait pas franchement d'intérêt...l'indifférence est bien l'un des problèmes majeurs de notre société. Sinon, c'était très agréable pour nous de participer à ce bel élan collectif et de Bordeaux nous avions une pensée amicale pour tout ceux et celles de la région et d'ailleurs qui ont fait l'effort de rejoindre la vallée du Rhône. 60000 personnes main dans la main, ce n'a pas du laisser indifférent...du moins je l'espère. Nous serons des vôtres le 29 Avril.

Fred Boutet : D'ailleurs, "sortir" : on n'en sortira jamais. La seule chose qu'on puisse faire, c'est "arrêter" les réacteurs.

Tu prends le problème à l'envers. C'est un peu comme si ta bagnole fonçait dans le ravin, mais on ne savait pas dans combien de temps.

Ce soir une explosion nucléaire dans le cœur n°1 de Dampierre ou bien dans deux ans à Chooz.

On ne sait pas quand. Je propose de sauter immédiatement : on arrête la voiture qui nous conduit dans le ravin.

Et toi tu dis : Oui mais comment on va vivre sans voiture ?

Et nous continuons vers le ravin à cause de tous ceux qui se préoccupent de quelle couleur aura leur prochaine voiture.

Nucléaire, Arrêt Immédiat, Pourquoi, comment ?

Le scénario qui refuse la catastrophe,

de Pierre Lucot et Jean-Luc Pasquinet,
aux éditions Golias ?
[www.mouvementutopia.org/
blog/public/pdfs/
FlyerNuke.pdf](http://www.mouvementutopia.org/blog/public/pdfs/FlyerNuke.pdf)

« Fukushima m'a confronté à la catastrophe générale ».

Kenzaburô Ôé, prix Nobel 1994, de plus en plus impliqué dans le mouvement antinucléaire japonais « Sayonara Genpatsu (Au revoir le nucléaire).



« Il faut arrêter les centrales nucléaires japonaises »

Propos recueillis par Philippe Pons (Tokyo) pour le Temps (Genève)

Ses deux derniers ouvrages (Le nucléaire, ça suffit et Le Mensonge nucléaire), non traduits, figurent parmi les six meilleures ventes au Japon. Le blog de ses interventions est l'un des plus consultés parmi ceux consacrés à l'accident de Fukushima. Professeur assistant au laboratoire de recherche sur les réacteurs nucléaires à l'Université de Kyoto, **Hiroaki Koide** est l'une des voix les plus écoutées sur l'atome, au Japon. Mettant en cause la politique du gouvernement, il a été maintenu pendant près de quatre décennies dans une sorte de «purgatoire» scientifique, comme d'autres chercheurs partageant les mêmes idées. Il est resté «assistant», sans responsabilités et bénéficiant de budgets parcimonieux. Ses livres mettant en garde contre les risques du nucléaire étaient passés inaperçus.

Un an après Fukushima, quelles leçons tirer ?

Hiroaki Koide: Peu à peu, au fil de mes recherches, j'ai pris conscience des dangers du nucléaire. Pas seulement au Japon à cause des séismes et des tsunamis: **dans l'état actuel de la science, l'énergie nucléaire est dangereuse. Partout.**

Que doit faire le gouvernement ?

Arrêter immédiatement les centrales. S'il y a un nouvel accident de cette ampleur, le Japon ne s'en relèvera pas. La menace du manque d'électricité est un leurre: si on refait partir les centrales hydrauliques et thermiques actuellement à l'arrêt, il y aura assez de courant. Les scientifiques, perdus dans leur monde, ont renoncé à leur responsabilité sociale. L'Etat et les gestionnaires des centrales ont voulu croire - ou ont pris le risque de croire - qu'un accident ne se produirait pas.

Mais les Japonais, premier peuple atomisé, connaissent les risques de l'atome...

Pour beaucoup, enfin, il y a des municipalités de régions délaissées qui pensent qu'une centrale nucléaire leur apportera la prospérité, sans mesurer les risques.

Selon vous, l'histoire du nucléaire est celle d'une discrimination...

La production de cette énergie repose sur le sacrifice de certaines catégories sociales. On fait prendre les risques maximum d'irradiation à ceux des entreprises sous-traitantes: 86% des victimes d'irradiation pour avoir travaillé près des réacteurs sont des « Gitans du nucléaire », c'est-à-dire des ouvriers temporaires.

Le gouvernement veut tourner la page: le leitmotiv est «reconstruire», «décontaminer»...

Ce que nous appelons le «village nucléaire» - le lobby pro-nucléaire - reste en place. La décontamination est une nouvelle source de profit pour celui-ci et la reconstruction, une manne pour les entreprises de génie civil. Si on veut décontaminer, c'est tout le département de Fukushima qui doit l'être. Mais où transportera-t-on la terre irradiée?

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120305trib000686322/un-an-apres-fukushima-il-faut-arreter-les-centrales-nucleaires->

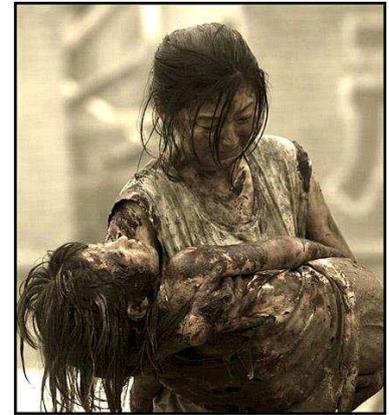
Lire aussi : <http://fukushima.over-blog.fr/article-fukushima-en-janvier-2012-97601880.html>

« **Récits de Fukushima** » : huit petits films, témoignages poignants (Réalisateur: Alain de Halleux) (pour ARTE) <http://www.rue89.com/rue89-planete/2012/03/10/recits-de-fukushima->

L'Archipel des séismes sous la direction de Corinne Quentin et Cécile Sakai et Divers

Collection Picquier poche 416 pages / 9,00 €

Romanciers, poètes, essayistes et artistes japonais, livrent leurs témoignages, réactions à vif, méditations et visions sur la triple catastrophe - séisme, tsunami, accident nucléaire - qui a frappé la région du nord-est du Japon le 11 mars 2011.



Ces textes déclinent le courage, le deuil et la révolte, mais aussi l'ironie, voire l'humour noir - signes d'une force et d'une lucidité critique largement partagées. C'est en ce sens un document essentiel pour comprendre la société japonaise aujourd'hui, pour partager ses doutes et ses espoirs d'une reconstruction sur des fondations qui pourraient être nouvelles. Les contributions des auteurs et des traducteurs sont bénévoles. Tous les bénéfices de la vente de cet ouvrage seront reversés aux sinistrés du Tôhoku.

Sortie en février 2012 <http://www.editions-picquier.fr/>



"Un jour, dans les écoles, il sera annoncé aux enfants : le Japon arrête le nucléaire".

Un agriculteur - biologique de surcroît - vient témoigner de sa grande inquiétude : "Ces terres retiennent plus le césium que les autres, tout est contaminé, nous ne pouvons plus continuer à produire". La majeure partie de la production nationale du fameux champignon Shiitaké est menacée par le bois nécessaire à sa croissance provenant de forêts maintenant contaminées. "La foresterie, l'agriculture et la pêche sont le fruit du travail de nos parents. Pour nos enfants, nous devons continuer jusqu'à ce que la radioactivité arrive à zéro ; et cesser de séparer agriculteurs et consommateurs", s'exclame-t-il. Tous se lèvent alors, pour une minute de silence.

Puis, les témoignages reprennent. La femme d'un pêcheur de Soma-city rappelle qu'en septembre dernier, malgré les ravages du tsunami, ils étaient prêts à reprendre leur activité. Mais ils n'ont pas pu, à cause d'houshano. En pleurs, elle demande qu'"ils nettoient l'océan pour revoir sur le marché les délicieux poissons de la côte de Fukushima".



Préparer la gestion d'un accident majeur et continuer le nucléaire, est-ce responsable ?

Nucléaire : un rapport du Tarn-et-Garonnais Pierre Gaillard (08/02/2012)

Pierre Gaillard, vice-président de la Commission Locale d'Information pour la centrale nucléaire de Golfech, est récemment revenu d'un voyage à Fukushima au Japon. Dans un entretien accordé à Totem, Pierre Gaillard a dévoilé quelques lignes de son rapport rédigé suite à cette visite. Parmi les sujets d'inquiétudes : le plan particulier d'intervention, dont le périmètre est limité à 10 kilomètres en France. Au Japon, les populations situées à 20 kilomètres de la centrale n'étaient pas informées du risque nucléaire. Le Tarn-et-Garonnais dénonce également le manque d'information des maires durant les jours qui ont suivi l'accident nucléaire. Enfin, Pierre Gaillard s'inquiète des indemnités en cas d'accident. Au Japon, ni TEPCO ni l'Etat n'ont versé d'argent aux victimes. Seules les collectivités locales avancent les sommes. Selon lui, EDF doit apporter des réponses sur le montant des indemnités en cas d'accident en France. *Source : Radio Totem <http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-bleu/?nr=d777f0a4d011f08d825bbbab3b3e4ab6>*

A Fukushima, des maires français face à "l'ennemi invisible"

LE MONDE | 01.02.2012 par Philippe Mesmer

8 élus de communes proches de centrales françaises sont venues sur proposition de Cités Uniesqui "regrette que "les élus n'aient pas été plus nombreux à répondre à l'appel, tant ce voyage est instructif". (ndlr)

AP/David Guttenfelder "Quand je vois défiler ces magnifiques paysages de Fukushima aujourd'hui contaminés, je ne peux m'empêcher de penser à ma région et de m'interroger sur le devenir de ces territoires." La remarque a fusé, empreinte d'une réelle émotion (l'adjectif au maire de Chinon, Yves Dauge) (...)

Une ville évacuée dans le périmètre d'exclusion de 20 km autour de la centrale. | REUTERS/STRINGER

Instructif et bouleversant. "Pour nous, ajoute Yves Dauge, ce voyage est un cas concret. Tout ce qui nous a été dit me perturbe beaucoup. A l'avenir, qui va vouloir s'installer ici ? Quelle entreprise va vouloir investir ?" Car, au fil de ces journées à arpenter l'un des plus vastes départements japonais, à contourner la zone interdite des 20 kilomètres établie autour de la centrale et à écouter élus locaux et habitants, les visiteurs ont pris la mesure réelle d'un drame à l'origine de l'évacuation de plus de 100 000 habitants, d'une crise qui pourrait durer quarante ans et d'un coût évalué à 1 151 milliards de yens (11,4 milliards d'euros). Le tout sans compter l'impact sur la santé de milliers de personnes, qui devrait être ressenti d'ici quelques années et le problème durable de la contamination radioactive.

Une situation qui n'incite guère à l'optimisme. L'adjointe au maire de Strasbourg, Françoise Buffet, déplore que l'environnement soit "aujourd'hui dangereux, interdit" par la présence massive des dépôts radioactifs. (...) Cette pollution radioactive a été baptisée d'"ennemi invisible" par Norio Kanno, le maire d'Iitate, village qui avait misé sur l'agriculture bio et qui se situe à l'intérieur des terres, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la centrale. Les 6 000 habitants ont dû l'évacuer, car il a eu la malchance de se trouver sur la route du nuage hautement radioactif émis dans les premiers jours de la crise. "Nous avons été victimes d'un caprice du vent". Son émouvant témoignage a mis en évidence l'enjeu complexe de la décontamination, qui empêche aujourd'hui d'envisager le retour chez eux des habitants. "Un jour, juge Jacques Maugein, président de la commission locale d'information (CLI) sur le nucléaire en Gironde, le gouvernement japonais devra avoir le courage de reconnaître que la décontamination est une épreuve du temps. Il faudra au moins quarante ans pour un retour à la normale."

De fait, a, par ailleurs, expliqué Ryo Ijichi, responsable de l'ONG On the Road et membre du secrétariat gouvernemental pour la reconstruction, "les efforts de décontamination ne donnent pas grand-chose". Le vent et la pluie déplacent les dépôts radioactifs accumulés dans les forêts et sur les montagnes. Et la centrale accidentée continue de rejeter du césium, à 70 millions de becquerels par heure. **Si bien qu'une zone "nettoyée" est à nouveau polluée en quelques jours.**

Outre le problème de la contamination, qui pousse au départ des milliers d'habitants, le plus souvent jeunes, les élus français ont pu noter le profond **sentiment d'abandon** (...) Katsunobu Sakurai, maire de Minami-Soma, ville côtière de 71 000 habitants, victime du tsunami

et dont une partie se trouve dans la zone des 20 kilomètres, a évoqué "l'absence totale d'informations, de consignes, de ravitaillement. J'ai dû tout décider seul, notamment en matière d'évacuation". A la centrale aussi, les responsables se sont sentis bien seuls au moment du drame. Ce déficit de communication avec le siège tokyoïte de Tepco (...) fait dire à Jacques Maugein qu'aujourd'hui, en pareille situation, "EDF se serait comportée comme Tepco".

Triste constat qui en amène un autre : "Les Japonais vivaient avec l'idée du zéro danger du nucléaire, note Françoise Buffet. Cet accident leur a prouvé l'inverse." Elle se dit profondément marquée par le témoignage du maire d'Iitate. "Pour lui, le traumatisme, le choc violent du tsunami paraissent préférables au mal invisible et sans fin de la radioactivité. **Car l'important dans ce genre de situation est de pouvoir reconstruire, ce que la nature du mal radioactif ne permet pas.**"

Même les plus attachés au nucléaire paraissent ébranlés. Michel Laurent, ancien d'Areva, maire de Beaumont-Hague (Manche), commune voisine du chantier de l'EPR et où se trouve le centre de traitements des déchets de la Hague, clame l'importance de **"toujours penser à l'impensable quand on s'intéresse aux risques d'accident"**. (...)

Michel Laurent souhaite également des réponses sur les indemnités. (1) Pierre Gaillard, vice-président de la CLI auprès de la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne), veut rencontrer l'assureur d'EDF, ce qu'il n'a pas encore réussi à faire malgré plusieurs demandes. Il s'interroge également sur le déroulement des exercices réalisés tous les deux ans en France. "Est-ce que l'on peut exiger des chauffeurs de bus, des gendarmes ou des pompiers d'intervenir dans des milieux devenus aussi hostiles ? Avons-nous les moyens de garantir leur sécurité ?"

Certaines craintes s'expriment. Jacques Maugein rappelle que la centrale du Blayais (Gironde) a été inondée en 1999 et peut toujours l'être. **"Que peuvent les protections mises en place contre la puissance de l'eau ?"** Evoquant l'ancienneté de la centrale de Fessenheim et le fait qu'elle se trouve sous la menace des eaux du canal d'Alsace, Françoise Buffet rappelle que Strasbourg, comme plusieurs villes allemandes et suisses, en a demandé la fermeture, en vain.

Et, finalement, la question porte sur l'avenir du nucléaire, une technologie dont, constate Françoise Buffet, "nous ne maîtrisons pas l'ensemble du processus et qui peut avoir des conséquences désastreuses". Pour Yves Dauge, c'est clair, aujourd'hui **"il faut affirmer la nécessité de sortir du nucléaire"**. **"Cela doit être accompagné d'une réflexion sur la stratégie énergétique, précise-t-il. Mais c'est d'autant plus fondamental que le nucléaire devrait coûter de plus en plus cher."**

"Il ne croyait pas si bien dire, comme l'a démontré le rapport de la Cour des comptes sur "Les coûts de la filière électronucléaire". Dévoilé le 31 janvier, il soulignait les "grandes incertitudes" pesant sur ce secteur.

Source : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/01/a-fukushima-des-maires-francais-face-a-l-ennemi-invisible_1637285_3244.html

(1) Ce témoignage est une insulte aux victimes d'hier, d'aujourd'hui et de demain ainsi qu'à leur descendance, au Japon et dans le pays où se produira la prochaine catastrophe ...Olivier D.

L'accident grave est toujours dû au fait que le cœur des réacteurs n'est plus suffisamment refroidi (pour des raisons diverses) ou trop refroidi. L'échauffement dans certains scénarios peut conduire à la destruction de l'enceinte de confinement qui entoure le cœur du réacteur – après un an de fonctionnement le cœur contient l'équivalent de 1000 bombes d'Hiroshima (Science & Vie n° 878). les experts français, contrairement à leurs homologues américains et allemands, ne croient pas à la possibilité d'émission d'une quantité d'hydrogène, lors d'un accident, suffisante pour déclencher une explosion. Ce scénario est appelé «accident de fusion du cœur haute pression » (extrait d'un article de Stop Golfech en novembre 1999 Marc St A. Pour article complet le demander à S.A.M@wanadoo.fr



" Sortir du nucléaire, c'est possible, avant la catastrophe. C'est avant l'accident qu'il faut agir. Après, il n'y a plus qu'à subir" (R.B.)

Roger Belbeoch « un grand résistant à la fureur nucléaire » (Mediapart)

« Il s'appellait Roger BELBEOCH.

Il a beaucoup œuvré pour la sortie du nucléaire, en compagnie de son épouse Bella.

Le 27 décembre, à l'âge de 83 ans, il s'en est allé rejoindre Solange FERNEX et tant d'autres dans l'Eden des anti-nucléaires. Têtu comme il était, il aura refusé l'Enfer. Chacun sait que l'Enfer est chauffé au nucléaire.

Il avait une bonne tête de professeur, de savant. Passer

4 heures en tête à tête avec Roger et Bella laissait quelques souvenirs, une longue liste de conseils et une certaine envie de ne pas lâcher le morceau ». (G.B.)

En attendant voici quelques faits marquants d'une riche vie, dont ceux communiqués par Chantal :

<http://www.sortirdunucleairecornouaille.org/spip.php?article175&PHPSESSID=8e1028f2b34dd5794a7a94d68932edcf>

Roger et Bella Belbeoch nous ont formés comme tant d'autres dans les années 80 et aussi reçus chez eux avec tant de gentillesse. Notre implication dans le Réseau les avaient déçus et depuis les contacts avaient été coupés. L'espoir que le fait d'avoir bossé avec acharnement dans le Réseau pour faire réaliser les scénarii en 5 et 10 ans aient été ressentis comme une fidélité à leurs idées. (Monique G.pour VSDNG)

Risque de rupture de cuves de réacteurs : article de Bella Belbeoch

Il me paraît légitime de procéder à l'arrêt d'urgence des réacteurs à teneur élevée en phosphore dont l'acier présente des veines sombres. (extraits de l'article ci-dessous)

La robustesse des cuves est-elle assurée en cas d'accident nucléaire grave ?

Le réacteur n°1 de Fessenheim et la question de prolongation d'exploitation pendant les 10 prochaines années.

L'acier des cuves des 6 réacteurs du palier CP0 (2 à Fessenheim, 4 au Bugey) contient des zones ségréguées dont des hétérogénéités riches en phosphore appelées « veines sombres ». A propos de Fessenheim j'ai posé la question à l'Autorité de sûreté nucléaire : ne peuvent-elles pas conduire à la rupture de cuve en cas d'accident grave nécessitant un refroidissement rapide du cœur ? Cette hypothèse est-elle stupide ? Je n'ai pas eu de réponse à ma question. (C'était avant Fukushima).

Comme le précise la revue Contrôle [8] « Cette fragilisation sous irradiation doit donc, pour rester acceptable, conduire, jusqu'à la fin de l'exploitation du réacteur, à une ténacité du matériau suffisante pour permettre la justification de la résistance à la rupture brutale de la cuve en toute situation de fonctionnement compte tenu de marges de sécurité prévues par la réglementation française. Si tel n'est pas le cas, le haut niveau de sécurité exigé pour la cuve n'est plus garanti et la mise à l'arrêt définitif du réacteur doit être effectuée ».

I- Introduction

A la suite de l'accident survenu à la centrale de Fukushima Daiichi le 11 mars 2011 l'Autorité de sûreté nucléaire ASN a demandé que soient effectuées des évaluations complémentaires de sûreté (ECS) afin que des actions soient entreprises pour améliorer la sûreté des installations nucléaires.

Je vais aborder très brièvement la question de la robustesse de l'acier des cuves, ou plus exactement celle de la possibilité du manque de robustesse de l'acier des cuves en cas d'accident nucléaire qui devrait faire partie du premier point concernant l'état de l'installation et du dernier celui de la gestion des accidents graves.

En effet **cet acier contient des ségrégations, dont certaines dites « veines sombres », sont des hétérogénéités très riches en phosphore, dont je crains, c'est une hypothèse de ma part, qu'en cas de situation accidentelle nécessitant un refroidissement rapide du cœur par un déversement massif d'eau froide, elles puissent entraîner un « choc froid sous pression » avec rupture de la cuve (comme à Fukushima).** En effet la température de transition ductile-fragile de ces veines sombres est plus élevée que celle de la matrice et avec le déversement d'eau froide pour refroidir le cœur on passerait rapidement dans le domaine fragile. Je m'appuie essentiellement sur des renseignements que m'a fournis André-Claude Lacoste [4].

Ces veines sombres existent : il est fait brièvement état des ségrégations et des veines sombres de l'acier dans les avis de l'IRSN et du Groupe permanent d'experts, par exemple l'Avis de l'IRSN, DSR/2009-369 du 15 décembre 2009, dans la Recommandation 4 de l'Annexe :

« L'IRSN recommande qu'un bilan des actions engagées par EDF pour évaluer l'influence des zones de ségrégations majeures et des veines sombres sur la fragilisation soit réalisé ».

"Le percement de la cuve est désormais ouvertement envisagé par l'ASN dans sa Décision du 4 juillet 2011. Il importe de ne négliger

aucun paramètre susceptible d'y contribuer."

II- Le vieillissement de l'acier des cuves sous irradiation. Le cas des cuves du palier CP0 (2 réacteurs à Fessenheim et 4 au Bugey).

Rappels sommaires. L'acier des cuves du palier CP0

Une cuve de réacteur est un ensemble d'environ 330 tonnes et de 12 m de haut, comportant 2 viroles soudées entre elles, dont le fond est hémisphérique et le couvercle est une calotte sphérique. Une virole est une couronne cylindrique de 20 cm d'épaisseur, d'environ 4 m de diamètre et 2,5 m de haut [5]. Les parties les plus irradiées de la cuve, face à la partie active du cœur, sont la virole C1 et la partie soudée qui la joint à la virole C2. La cuve du réacteur-1 de Fessenheim est la seule qui comporte 3 viroles mais C1 est toujours la virole de cœur la plus irradiée.

L'acier est de nuance 16MND5, il contient comme impuretés du cuivre, du nickel et du phosphore qui sont des éléments fragilisants. (Des détails seront donnés plus loin au paragraphe veines sombres).

L'acier des cuves est ductile -il se déforme sans casser- dans le domaine habituel de fonctionnement du réacteur entre la température ambiante et 300°C.

Avant irradiation il ne devient fragile -cassant- qu'à basse température, en-dessous d'une température dite « température de transition ductile-fragile » notée

RTNDT.

Au démarrage du réacteur 1 de Fessenheim la température de transition fragile-ductile est de -22°C pour la virole C1 et -20°C pour la partie soudée C1/C2, [6].

Évolution de la température de transition fragile-ductile par irradiation neutronique.

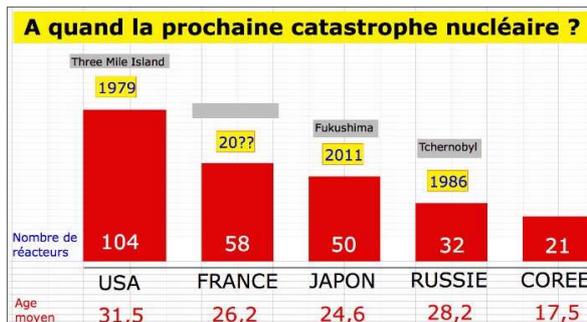
Au cours de l'irradiation neutronique des défauts sont créés dans le réseau cristallin de l'acier et ses propriétés mécaniques se modifient. Les essais mécaniques s'effectuent sur des échantillons appelés « éprouvettes » placés près du cœur et dont les caractéristiques (dimensions, forme et entaille etc) sont très définies pour chaque type d'essais.

Avec l'augmentation de défauts l'acier durcit et ses caractéristiques de traction augmentent (limite d'élasticité et charge à la rupture). Par contre il se fragilise car on constate une diminution de la ténacité qui est l'aptitude d'un matériau à s'opposer à la propagation d'une fissure (les essais de ténacité sont des essais de traction sur des éprouvettes pré-fissurées par fatigue). Cette ténacité va diminuer au fur et à mesure qu'augmente la fluence (nombre total de neutrons reçus par 1 cm² de la partie la plus irradiée de la cuve) ce qui va limiter la durée d'exploitation du réacteur.

Ainsi, par irradiation neutronique la température de transition ductile-fragile s'élève au fur et à mesure qu'augmente la fluence reçue par la paroi interne de la cuve.

Or l'hypothèse de la rupture de cuve dite « hors dimensionnement »- n'a pas été retenue lors de la conception. Il faut donc que la température de transition reste suffisamment basse pour qu'en cas d'accident grave nécessitant le refroidissement rapide de la cuve par injection d'eau froide qui créerait un « choc froid sous pression », l'acier soit toujours dans le domaine ductile, sinon c'est la possibilité de rupture de cuve par le passage rapide dans le domaine fragile.

Par rapport à sa valeur initiale avant irradiation RTNDT, le déca-



lage de la température de transition, noté $\Delta(\text{RTNDT})$, en fonction de la fluence est déterminé à partir d'éprouvettes de résilience de type Charpy, la résilience caractérisant la capacité d'un matériau à absorber les chocs.

Dans la pratique toutes ces éprouvettes sont usinées à partir d'échantillons prélevés en pied de virole, avant le démarrage du réacteur et des éprouvettes sont également façonnées à l'aide de l'acier servant aux soudures. Elles sont placées plus près du cœur de façon à simuler précocement l'irradiation neutronique de l'acier de la cuve et sont prélevées périodiquement pour effectuer les examens de mécanique. C'est le programme de surveillance d'irradiation (PSI) [7].

Une formule empirique « FIS » relie ce décalage à des facteurs chimiques (concentrations en impuretés cuivre Cu, nickel Ni, phosphore P) et à la fluence F. Cette formule a évolué au cours du temps. Le facteur fluence retenu en 1993 était $(F/1019)0,35$.

D'après le rapport d'expertise GSIEN/ANCCLI relatif à la 3ème visite décennale de Fessenheim 1 [7] les valeurs anticipées par EDF pour 40 ans d'exploitation, à l'aide de la dernière formule empirique seraient 58°C pour la virole C1 et 85°C pour les soudures. Ces valeurs sont en désaccord avec les résultats provenant des dernières éprouvettes de contrôle du programme PSI (respectivement 27°C et 63°C).

Quelle confiance accorder aux tests sur éprouvettes ? Les marges d'erreur sont délicates à déterminer

non seulement parce que certaines soudures de joints ont été réparées par soudage à l'électrode enrobée (joints C1/C2 de Fessenheim 1 et 2 entre autres [6]), que pour certaines capsules contenant des éprouvettes et les dosimètres, l'anneau de support aurait fait de l'ombre faussant les valeurs de fluence*, mais surtout parce que les éprouvettes du programme PSI ne représentent pas l'état réel de l'acier de la cuve. Cependant elles donnent un ordre de grandeur du phénomène vieillissement de l'acier au cours du temps.

Dans ma lettre du 2 janvier 1993 au responsable de la Direction de la sûreté des installations nucléaires j'indiquais entre autres « (...) Le suivi de la température de transition s'effectue essentiellement à partir des éprouvettes Charpy. Une éprouvette Charpy est mince. Est-elle vraiment représentative de l'acier de épais de la cuve (que l'on suppose parfaitement détonné). Que se passe-t-il dans le cas de ségrégations ? »

Dans sa lettre très détaillée du 24 septembre 1993 M. André-Claude Lacoste me l'a confirmé : « Toutefois, comme vous le soulignez, ces éprouvettes peuvent, à cause de leurs petites dimensions, ne pas être représentatives de l'ensemble du matériau de la cuve. En effet les viroles forgées présentent des hétérogénéités chimiques (ségrégations) qui ont une influence sur leurs caractéristiques mécaniques ».

De plus il me donnait une description détaillée des 2 types de ségrégations dites majeures et mineures dont il va être question dans les paragraphes suivants.

III- Dans la réalité : l'existence de ségrégations dans l'acier de cuve [4].

L'acier « 16 MND5 » de nos cuves REP est une nuance d'acier au carbone faiblement allié : à 0,16% de carbone à forte teneur en manganèse 1,4% et 0,5% de molybdène, choisi pour sa bonne résistance à la traction. Les impuretés sont essentiellement le nickel, le cuivre et le phosphore qui sont des éléments fragilisants. Si les concentrations de ces impuretés sont restées stables dans le métal de base, (teneurs maximales Cu 0,08% ; Ni 0,84% ; P 0,013%) celles du « métal déposé » -les joints qui soudent les viroles entre elles- (respectivement 0,13% ; 0,78% ; 0,019%) ont fortement diminué au cours du temps quand on compare les 6 réacteurs 900 MW du palier CP0 [4] aux 28 réacteurs 900 MW plus tardifs du palier CP1-CP2 .

Le phosphore joue un rôle important dans les ségrégations. Le rapport DES de l'IPSN [3] donnait une concentration élevée en phosphore de 0,019% pour le joint soudé de Fessenheim 1, la valeur la plus basse du palier CP0 s'élevant tout de même à 0,012% pour Bugey 2

La solidification d'un lingot d'acier s'effectue progressivement de l'extérieur du lingot vers l'intérieur et les impuretés tendent à se concentrer sous forme de ségrégations dans la région centrale qui se refroidit en dernier. On distingue 3 types de ségrégations :

les ségrégations majeures positives et négatives où la teneur en carbone est respectivement supérieure et inférieure à la teneur moyenne et, de plus faibles dimensions, les ségrégations mineures dites « veines sombres ». [5]. Après forgeage, qui évide la région centrale, les ségrégations ne sont pas éliminées en totalité. Elles vont donc se retrouver localisées sur la face interne de la virole sur laquelle est

déposée une couche mince de 5 mm d'acier inoxydable. Ce revêtement a pour but de limiter la corrosion de l'acier de la cuve par l'eau du primaire contenant de l'acide borique, circulant sous une pression de 155 bars et qui doit refroidir le cœur (sa température est d'environ 290°C à l'entrée de cuve et 325 °C à la sortie).

Les veines sombres

Ce sont des ségrégations mineures de faible dimension par rapport aux ségrégations majeures. Elles se forment dans les grosses pièces de fonderie. Il y a une différence fondamentale entre les veines sombres et les ségrégations majeures positive et négative. Ces dernières, sont plus riches que le métal de base en cuivre et phosphore d'environ 10% en moyenne mais elles restent homogènes par rapport à la matrice non ségrégée, elles ont le même mécanisme de rupture qui est transgranulaire (c'est du « clivage » par glissement d'un plan cristallin). Leur composition est simplement légèrement différente et elles vont modifier la température de transition ductile-fragile en changeant légèrement les compositions chimiques dans la formule FIS.

Par contre les « veines sombres » représentent une phase distincte de la matrice. Elles sont très concentrées en impuretés fragilisantes dont la concentration peut être 3 fois plus élevée que la valeur normale. C'est 300% par rapport aux 10% des ségrégations majeures.

Le mécanisme de rupture est intergranulaire dû à la plus forte concentration en phosphore qui a migré aux joints de grains. C'est donc une phase très différente du matériau homogène (matrice+ségrégations majeures).

Le point important est, je cite intégralement la lettre de M. André-Claude Lacoste et je mets mes interrogations entre crochets :

« Les premiers résultats montraient que les zones comportant des veines sombres présentent avant irradiation une température de transition de résilience plus élevée d'environ 70°C que celle du matériau non ségrégé [ce qui, pour la virole C1 au lieu de -22°C fait +48°C ? Ou s'il s'agit du joint soudé -20°C+70°C=50°C?]. L'irradiation provoquerait un décalage de leur température de transition de résilience de 70°C pour une fluence de 4,5 10¹⁹ neutrons/cm² (E>1MeV) [soit 118°C? Ou 120°C?]. Après irradiation, leur température serait supérieure d'environ 40°C à celle du métal de base non ségrégé [soit 80°C pour le matériau de base?] (ce qui

signifie que le décalage est moindre pour les zones avec des veines ségrégées) ».

Plus loin un bémol plus rassurant « Selon les résultats actuels, matériaux ségrégés et homogènes auraient une ténacité comparable à RTNDT donnée »

Ce qui me paraît inquiétant est :

1) qu'il existe des fissurations sous le revêtement d'acier inoxydable, que ces fissurations sous le revêtement seraient survenues lors de son soudage sur la paroi interne de cuve.

2) que la température de transition des veines sombres présentes sur la paroi interne de la cuve est de l'ordre de 100°C et que EDF envisage une fluence fin de vie de 6,5 10¹⁹ n/cm².

Même en admettant que ces calculs de 1993 étaient pessimistes pour une fluence de 4,5 10⁶ n/cm² on arrive aujourd'hui à une transition voisine de 80°C pour une fluence de 6,5 n/cm² en fin de vie envisagée par EDF et ces zones « veines sombres » certes de petites dimensions ont une température de transition plus élevée que la matrice d'environ 40°C environ 120°C.

Que se passerait-il en cas d'urgence nécessitant un apport massif et rapide d'eau pour refroidir le cœur ? N'y aurait-il pas un risque de rupture fragile de la cuve au passage de la transition par décohérence intergranulaire se développant de proche en proche, prenant naissance à la paroi à partir des veines sombres, les fissurations existantes devenant actives ?

Comme le précise la revue Contrôle [8] « Cette fragilisation sous irradiation doit donc, pour rester acceptable, conduire, jusqu'à la fin de l'exploitation du réacteur, à une ténacité du matériau suffisante pour permettre la justification de la résistance à la rupture brutale de la cuve en toute situation de fonctionnement compte tenu de marges de sécurité prévues par la réglementation française. Si tel n'est pas le cas, le haut niveau de sécurité exigé pour la cuve n'est plus garanti et la mise à l'arrêt définitif du réacteur doit être effectuée ».

voir page suivante



Il me paraît légitime de procéder à l'arrêt d'urgence des réacteurs à teneur élevée en phosphore dont l'acier présente des veines sombres. C'est dans cet esprit que j'avais demandé en février 2011 -avant Fukushima, l'arrêt des réacteurs de Fessenheim à M. Lignères, responsable de la division ASN de Strasbourg.

Cela renforce le bien-fondé des préoccupations des antinucléaires d'Alsace et d'Allemagne qui dénoncent depuis longtemps, et à juste titre, les risques que fait courir à la population la centrale de Fessenheim construite en zone sismique dont le séisme qui sert de référence date de 1356 et a détruit Bâle à moins de 50 km de la centrale. Au risque sismique s'ajoute le risque inondation, le séisme pouvant entraîner la rupture des digues du Grand canal d'Alsace et celle des barrages sur le Rhin car la plate-forme de l'îlot nucléaire est située en-dessous des niveaux d'eau du canal et du fleuve. Le risque inondation existe même sans séisme (acte terroriste par exemple)**.

Conclusion (lire couverte)

Bella Belbeoch, sept./nov. 2011.

Notes * Ceci figure dans un document de la Cie Duquesne adressé à la NRC, l'autorité de sûreté nucléaire américaine, concernant le réacteur 1 de Beaver Valley (Etats-Unis) qui m'a été communiqué par l'Union of Concerned Scientists « From a French source (...) The core barrel support rings may be shadowing surveillance capsules and the dosimeters within them ». **Des risques similaires existent pour les installations nucléaires de Tricastin et Cadarache situées en-dessous du niveau des plans d'eau voisins.

Références

[1] Décision de l'Autorité de sûreté nucléaire n°20 11-DC-0231 du 4 juillet 2011 fixant à Électricité de France -Société Anonyme (EDF-SA) les prescriptions complémentaires applicables au site électronucléaire de Fessenheim (Haut Rhin) au vu des conclusions du troisième réexamen de sûreté du réacteur n°1 de l'INB n° 75.

[2] <http://www.asn.fr/index.php/content/download/30385/194907/file/2Avis-n-2011-AV-0120.pdf>

[3] La lettre de l'ASN à EDF du 8 juillet 2011 référencée CODEP-DCN-038887 signée Jean-Christophe Niel. La page ne s'ouvre plus.

[4] Lettre du 24 septembre 1993 adressée à Mme Bella Belbeoch secrétaire du GSIEN avec copie à Mme Sené Présidente du GSIEN par M. André-Claude Lacoste.

(J'avais écrit à Michel Lavérie, directeur de la DSIN (Direction de la sûreté des installations nucléaires) et c'est André-Claude Lacoste qui m'a répondu car, entre-temps, en fin de législature socialiste, le ministre de l'industrie Dominique Strauss-Kahn avait démis Michel Lavérie de ses fonctions en le remplaçant par André-Claude Lacoste).

[5] Jean-Pierre Thomas et Claude Cauquelin, « Construction des centrales REP. Equipements primaires » BN 3270.

[6] Rapport DES 218 (IPSN), p.13 et 22. Communiqué par Raymond Sené, représentant du GSIEN au CSSIN.

[7] Rapport sur la visite décennale n°3 du réacteur 1 du CNPE de Fessenheim (expertise à la demande de la CLIS de Fessenheim), Jean-Marie Brom, Gérard Gary, Monique Sené, Raymond Sené (Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) et David Boilley, (Association Nationale des Commissions et Comités locaux d'information). Dans ce rapport les auteurs font une analyse critique de l'ensemble de ces essais effectués sur ces éprouvettes de contrôle.

Il n'est pas fait état de l'existence de veines ségréguées "veines sombres" dans l'acier..

[8] Laure Monin, Bernard Monnot, Stéphane Gitkoff, « Un équipement sous haute surveillance : la cuve des réacteurs » Contrôle n°186, février 2010, p.9-13.

Procès gagnants : Le Réseau et d'autres assos ont gagné contre le « Tricastin » et « CEA . Cadarache » voir sortirdunucleaire.org, ci-dessous action contre « Golfech »

Prise de becquerels

EN janvier 2010, à la centrale nucléaire de Golfech, dans le Tarn-et-Garonne, 450 litres d'eau radioactive sont déversés accidentellement dans l'environnement : un évaporateur qui marche mal, des pompes qui tombent en panne, un joint qui fuit, une alarme que plus personne n'écoute parce qu'elle sonne sans arrêt... Au fond, un simple « incident », comme il en arrive des centaines par an dans les installations nucléaires du pays. Au mois de mars suivant, un taux anormal de tritium est relevé dans la nappe phréatique : une dizaine de becquerels par litre. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) se contente alors d'adresser une lettre de suite, c'est-à-dire un petit avertissement, à la centrale de Golfech. Cette anomalie ne vaut en effet pas grand-chose au regard des 25 milliards de becquerels que la centrale est autorisée à rejeter chaque année... La routine.

Mais les associations du coin - affiliées à Réseau Sortir du nucléaire, à France Nature Environnement et aux Amis de la Terre - veulent marquer le coup. Et portent plainte. Après tout, pourquoi l'ASN serait-elle le seul gardien du nucléaire ? Depuis la loi du 13 juin 2006, le Code de l'environnement permet aux associations agréées de se porter partie civile dès lors qu'est enfreinte la réglementation en matière de sûreté.

Le procès vient d'avoir lieu, jeudi 26 janvier, devant le petit tribunal de police de Castelsarrasin, après les affaires ordinaires de suspension de permis

de conduire. Une vraie première : jusqu'ici, en effet, jamais EDF n'avait dû répondre de ses ingrats bidouillages quotidiens dans une audience publique - et risquer ainsi une condamnation qui pourrait créer des embouteillages... « Quand un automobiliste grille un feu, peu importe si cela provoque un accident : il est sanctionné. Ce devrait être la même chose pour EDF », plaide sobriement Benoist Busson, avocat de la partie civile.

Apparemment convaincue, la procureure retient deux contraventions (défaut de maintenance du puisard, alarme inadaptée et intervention tardive), mais rejette le défaut de formation du personnel aux risques - et pourtant, il y avait de quoi, (voir document ci-dessous). Elle requiert 2 000 euros d'amende contre EDF. Une bagatelle, mais une jurisprudence historique si les juges suivent : au rythme des anomalies relevées dans les centrales - l'ASN en dénombre un millier en 2010 -, les amendes pourraient pleuvoir !

« Madame la Procureure, réplique l'avocat d'EDF, M^r Pi-quemal, avec une galanterie toute condescendante, je vous excuse d'être tombée dans ce piège grossier parce que la matière est nouvelle pour vous. » Puis, se tournant sévèrement vers la juge : « Comment un magistrat qui découvre la matière pourrait-il donner une contravention à EDF ? » En d'autres termes : vous n'y connaissez rien, les problèmes du nucléaire se règlent entre experts, entre spécialistes. « Si l'ASN existe, c'est jus-

tement pour éviter ça. Faisons confiance à l'ASN ! » Ainsi, la filière nucléaire continuera de laver son linge sale en famille. Dans la salle, quelqu'un souffle : « EDF a ses propres tribunaux, c'est bien ça le problème ! »

Visiblement inquiet, l'avocat d'EDF tambourine ses mises en garde autoritaires : « On ne va pas multiplier les procès à chaque lettre de suite de l'ASN ! Quelles seront les relations de la justice avec l'ASN ? Vous êtes comme les ouvreurs d'une piste de ski à la veille d'un grand slalom ! Attention aux implications ! »

Si le délibéré du 29 mars suit les réquisitions du parquet, EDF risque bel et bien de se retrouver en haut de la piste noire avec des skis foireux...

Professeur Canardeau

Canard Enchaîné 1-2-12

EDF récidive : Nouvelle fuite à Civaux (13-1-12)

Le 13 janvier dernier, soit presque deux ans jour pour jour après le déversement accidentel au CNPE de Golfech, l'analyse des eaux souterraines se trouvant sous la centrale nucléaire de Civaux (86) révélait la présence de tritium à un taux anormalement élevé de 540 Bq/l. Un taux bien supérieur à celui de 7,4 Bq/l détecté à Golfech en mars 2010 et, cette fois, supérieur à la valeur de 100 Bq/l à partir de laquelle EDF doit en informer l'ASN. Deux défaillances seraient à l'origine de cette nouvelle fuite : un robinet défectueux et un bassin de rétention non étanche.

www.sortirdunucleaire.org
Voir aussi : La Nouvelle République
www.lanouvellerepublique.fr/Vienne/Actualite/Environnement/n/Contenus/articles/2012/01/24/Un-rapport-accablant-pour-la-centrale-de-Civaux

En cas de fuite, de déversement au cours d'un transport, d'un dépotage, d'une manip qui tourne mal, je fais quoi?

Donnez 2 réponses.

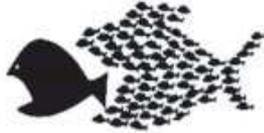
- Je pars en courant
- J'utilise des kits anti-pollution
- J'appelle le PAP
- J'appelle le 18
- J'appelle le correspondant environnement du service
- J'appelle la salle de commande

Extrait d'un QCM (questionnaire à choix multiple) ayant servi à sensibiliser le personnel de Golfech aux risques environnementaux...

Castelsarrasin, procès 26-1-12



Depuis janvier dernier, alors que s'est clairement accéléré le chantier de la **THT** débuté fin novembre 2011, de nombreuses actions ont pu mettre des bâtons dans les roues de RTE et consorts.



Des chantiers ont été perturbés, d'autres bloqués, d'autres encore ont subi des débouonnages et il est même question de certains ayant vécu des sciages de base des pylônes, voire des sabotages d'engins.

Depuis le 26 janvier 2011 et la mise à l'arrêt pour une journée de 3 chantiers à Hauteville la Guichard, il a pu être observé que simplement se promener en groupe à l'abord ou sur les chantiers était suffisant pour que les travaux soient arrêtés.

Après Hauteville la Guichard, des chantiers ont ainsi été perturbés du côté de Bréal sous Vitré (le 23 février), de Cerisy la Salle (le 29 février), à Montabot (les 14 et 15 mars).

Le dernier en date : ce matin 19 mars à Montbray (50) où un groupe de militant s'est porté sur un chantier où une visseuse et ses opérateurs attendait une livraison de matériel pour pouvoir travailler. Le poids-lourd a préféré faire demi-tour et les ouvriers n'ont pu entamer les fondations de ce pylône. Le groupe a choisi de se retirer après le passage d'un responsable de RTE accompagné d'un l'huissier muni d'une ordonnance notifiant une forte astreinte financière en cas de poursuite de l'occupation du chantier.

Il est toujours opportun et important, contre cette verrou qui nous envahit, d'aller voir sur les chantiers et interpeller ceux qui, sur place, y participent.

Cette promenade revêtira une tournure particulière après l'arrestation du militant et président de l'association de Marais sous Tension, dont nous nous sentons entièrement solidaires. Comme le signifie le communiqué de STOP-THT :

Chaque personne arrêtée est une agression portée à tous les opposants à la THT.

Nous ne voulons pas de cette ligne, notre contestation ne pourra être étouffée. Nous crions juste de plus en plus fort, de plus en plus nombreux, jusqu'à être pris au sérieux.

Nous continuons de refuser la dictature économique imposée par RTE et le lobby énergétique français.

Nous continuons de soutenir les propriétaires et les maires qui résistent encore aux nombreuses pressions et menaces !

Amplifions la résistance !

Communiqué des randonneurs et randonneuses : lesrandonneurs@riseup.net

valognesstopcastor@riseup.net

Même contact par rapport à la résistance contre les transports de déchets nucléaires :

Valognes est une tentative de reconstruire un rapport de force collectif et un mouvement antinucléaire pour un arrêt immédiat.

Voir aussi <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Transport-La-Hague-Gorleben>

Bure : le doute s'installe

Un voyage de presse, organisé à Bure par le Comité local d'information et de suivi (Clis), a permis au scientifique Arjun Makhijani de présenter et expliquer l'expertise menée par l'Institut for energy and environmental research (Ieer) dont il est le pilote (1). L'étude critique portant sur le projet d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure (2), clé de voûte et talon d'Achille de la filière nucléaire hexagonale, les échanges ont débouché sur des informations et des réflexions largement surprenantes.

« Qu'on ne nous fasse pas avaler des couleuvres » : après la visite en matinée du laboratoire souterrain de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), Jean-Louis Canova, président du Clis, donnait le ton l'après-midi. Face aux journalistes, à quelques membres du Clis et à A.Makhijani, il signifiait par là le but de la procédure. Lorsqu'elle a été diffusée, l'expertise du dossier de l'Andra par l'Institut avait jeté un froid : **si l'Agence réalise un travail de qualité, ce qu'elle en tire comme conclusions pour la sûreté d'un stockage souterrain est « largement optimiste ». Dit autrement : instrumentalisé pour convaincre que l'enfouissement sera sûr. Un fameux pavé dans la mare des organismes officiels normalement chargés de contrôler l'Andra (Irsn, Asn, Opecst, Cne...) !**

Depuis la remise du rapport de l'ieer, l'Andra a pu l'analyser et y apporter des réponses. Ont-elles satisfait l'ieer ? Sur certains points, oui, mais sur les plus importants, non : caractéristiques spécifiques des eaux souterraines, diffusion de la radioactivité, endommagement dus aux creusements, calculs de sûreté dont les paramètres sont étudiés un à un et non tous ensemble, sélection des données sans simulation réaliste, etc.

Pour l'ieer il y a plus grave encore. Les études nécessaires à la validation, ou non, d'un stockage souterrain sont colossales et il reste beaucoup à faire à Bure. Or, si le laboratoire a fourni des données (à l'issue de longues années), forcément il n'en n'est pas de même pour la (gigantesque) zone ciblée pour l'enfouissement puisqu'il est dit que celle-ci ne serait pas à l'emplacement du laboratoire, et qu'elle a donc à peine commencé à livrer ses caractéristiques. D'où la question majeure : **comment le parlement pourrait-il sérieusement décider par une loi en 2015-2016 l'enfouissement, ou les conditions de réversibilité, de déchets radioactifs à Bure ? Et que penser dans ces conditions d'un « débat public » annoncé pour 2013 ? L'ieer le martèle : les échéances ne sont pas tenables du tout.**

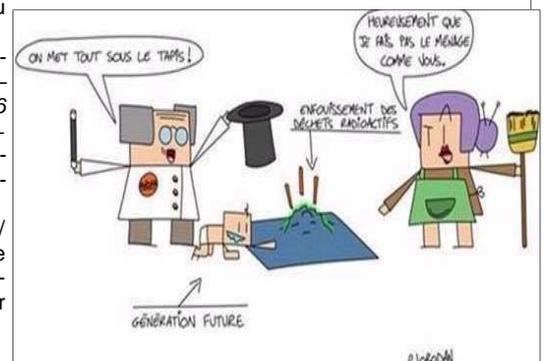
L'étude de l'ieer aura permis de faire ouvrir les yeux, synthétisé magistralement par le président du Clis devant les journalistes : « on nous fait accepter un projet à pas de charge ! » D'où une multiplication de démarches engagées par le Clis : médiatisation de l'expertise menée par l'ieer, saisie des divers organismes de contrôle, convaincre le législateur, porter la question de Bure et de l'enfouissement dans le débat pré-électoral...

La dernière intervention d'un journaliste allait mener à l'essentiel. Interrogeant A.Makhijani sur ce qui aurait sa préférence en terme de gestion de ces déchets, il se voyait répondre **qu' « il n'y a pas de bonnes solutions parmi toutes les pistes étudiées et la moins pire semble l'enfouissement »**. Seulement voilà, la moins pire peut-elle vraiment être acceptable ? Deux membres du Clis faisaient remarquer que si l'enfouissement semble résoudre momentanément le problème posé par ce genre de poisons, il n'en reste pas moins que tous les risques potentiels de contaminations se trouvent reportés sur les générations qui nous suivront et que ça c'est éthiquement insupportable ». Lourd silence. Doute palpable. Et les dernières informations en provenance de Bure, qui laissent apparaître un projet « monstrueux », ne peuvent que renforcer le doute (communiqué du 2.11.2011)

STOP déchets nucléaires BP 17-52101 SAINT DIZIER Cedex - France Tel : 03 25 04 91 41 / 06 66 959 777 . burezoneblog.overblog.com ; www.villesurterre.com - www.burestop.eu - www.stopbure.com

Notes (1) <http://www.ieer.org/>

(2) Sous l'égide de l'IEER, étude menée par une équipe internationale de sept spécialistes et pour un coût de 130 000 euros



Les centrales nucléaires françaises à l'origine de leucémies infantiles aigües : NOS ENFANTS NOUS AC-CUSENT DEJA !

La revue Journal International du Cancer vient de publier dans son numéro de janvier une étude scientifique établissant une corrélation très claire entre la fréquence des leucémies infantiles aigües et la proximité des centrales nucléaires (1).

Cette étude épidémiologique rigoureuse, menée par une équipe de l'INSERM (2), de l'IRSN (3), ainsi que le Registre National des maladies hématologiques de l'enfant de Villejuif, démontre pour la période 2002-2007 en France un doublement de la fréquence d'apparition des leucémies infantiles : l'augmentation va jusqu'à 2,2 chez les enfants de moins de 5 ans.

Elle confirme ainsi l'étude menée en Allemagne par le Registre des Cancers de Mayence en 2008 (4), qui avait abouti à la même conclusion. La recherche de l'INSERM, intitulée Géocap, inclut les 2 753 cas diagnostiqués dans toute la France entre 2002 et 2007 à partir d'adresses géocodées et situées autour des 19 centrales françaises.

Durant des années, le Réseau Sortir du nucléaire a vu l'IRSN travailler au démantèlement de toutes les études épidémiologiques montrant un impact des installations nucléaires sur la santé : - démantèlement de l'Étude de JF Viel montrant un excès de leucémies et de cancers infantiles autour de La Hague (5), - démantèlement de l'étude faisant la

démonstration d'excès de leucémies infantiles autour des centrales allemandes (6). Le Réseau "Sortir du nucléaire" tient donc, une fois n'est pas coutume, à féliciter l'IRSN pour sa participation à cette étude épidémiologique.

Même en situation non accidentelle, la preuve est encore apportée que la technologie nucléaire n'appartient plus à un monde civilisé.

- Notes : [1] <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/ijc.27425/abstract>
[2] Institut national de la santé et de la recherche médicale
[3] Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire
[4] Étude épidémiologique sur les cancers infantiles dans le voisinage des centrales nucléaires, éditée par l'Agence de Protection contre les Radiations et le Registre des Cancers infantiles de Mayence.
[5] [p://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Communiqués_et_dossiers_de_presse/Pages/resultats_etude_du_Groupe_Radioecologie_Nord-Cotentin.aspx](http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Communiqués_et_dossiers_de_presse/Pages/resultats_etude_du_Groupe_Radioecologie_Nord-Cotentin.aspx)
[6] Rapport IRSN sur les leucémies infantiles autour des sites nucléaires Mai 2008

Contacts: Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06 ;
Jean-Pierre Minne - 06 71 07 24 47

Réseau "Sortir du nucléaire" Fédération de plus de 900 associations et 56 000 personnes

<http://www.sortirdunucleaire.org/> 11 janvier 2012

Chacun-e peut s'abonner pour recevoir nos infos :

<http://www.sortirdunucleaire.org/listes>

Vous utilisez Facebook ? Comme plus de 14 000 internautes, suivez nos infos sur notre page : <http://www.facebook.com/sortirdunucleaire.org>



Jean-Luc (88), Monique(47) février 2012

Depuis le 26 avril 2007, les vigies d'Hippocrate se relaient devant le siège de l'OMS à Genève, soit depuis 253 semaines sans interruption. La vigie consiste en une présence silencieuse qui a pour objectif de rappeler

à l'Organisation Mondiale de la Santé ses devoirs tels qu'ils sont notamment inscrits dans sa constitution. Nous avons ajouté à notre identité le nom d'Hippocrate en raison des règles éthiques qu'il a institué pour les praticiens de santé. En ce qui concerne, la protection sanitaire des populations victimes des conséquences de l'industrie nucléaire, l'Organisation Mondiale de la Santé ignore ces règles. Les vigies sont présentes devant le siège de l'OMS à Genève tous les jours ouvrables de 8h00 à 18h00. **Contact : paul@independentwho.org ou téléphonez-lui au**

02 40 87 60 47



IndependentWHO organise un 'Forum Scientifique et Citoyen sur la Radioprotection: de Tchernobyl à Fukushima', le 12 mai 2012 à Genève. Les

vraies conséquences sanitaires de Tchernobyl, et de toutes les activités nucléaires,

ont été dissimulées. L'Organisation Mondiale de la Santé, qui est l'autorité sanitaire internationale, est subordonnée au lobby nucléaire et a abdiqué toute responsabilité dans le domaine des rayonnements et la santé. Avec la catastrophe de Fukushima, il est plus urgent que jamais que les citoyens et les scientifiques indépendants prennent la responsabilité ensemble de la recherche et de l'information dans ce domaine critique de santé publique. Des événements sont prévus sur 3 journées à l'occasion de ce forum :

- Une Conférence de presse, vendredi 11 mai, de 10 à 12 h, au Club suisse de la presse;
- Le Forum, samedi 12 mai, au Centre Œcuménique, 150 route de Ferney
- Une rencontre citoyenne entre les intervenants et le public, dimanche matin, 13 mai, à La Maison des associations.

Par chèque (Attention, uniquement pour les personnes qui disposent d'un compte en France). Chèque à l'ordre de "SDN Loire et Vilaine-Action de Genève" et à envoyer à "Paul Roulland Bourlinguette 44530 Guenrouët

Albert Camus : « si la souffrance des enfants sert à l'acquisition de la vérité, j'affirme d'ores et déjà que cette vérité ne vaut pas un tel prix »

Annie Thébaud-Mony

Travailler peut nuire gravement à votre santé*

Auteure venue en conférence à Cahors et à Toulouse en Mars ; si vous voulez faire pareil .
Contacts
Cahors : Jean-Luc Vialard : 06 06 71 64 03
Toulouse : Daniel Roussée : 06 61 97 83 28

Parution « Santé au travail, approches critiques » (intérimaires du nucléaires entre autres

<http://www.asso-henri-pezerat.org/asides/parution-sante-au-travail-approches-critiques/>
Sous la direction de Véronique DAUBAS-LETOURNEUX, Nathalie FRIGUL, Paul JOBIN, Annie THÉBAUD-MONY
http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-Sante_au_travail-9782707167170.html

Le dogme du nucléaire pas cher est brisé, disent les écologistes PARIS, 31 janvier 2012 (Reuters)

Le rapport de la Cour des comptes publié mardi en France brise le dogme du "nucléaire pas cher" et balaise les vertus supposées de l'atome, estiment des écologistes et des centristes.

Pour l'Observatoire du nucléaire, un organisme indépendant, cette étude marque "la fin de 50 ans de mensonges" des promoteurs de l'atome "qui n'ont cessé de prétendre que l'électricité d'origine nucléaire était de loin la moins chère."

Dans son rapport, la Cour des comptes souligne que prolonger la durée de vie des centrales nucléaires au-delà de 40 ans semble inévitable sauf à accepter des investissements difficilement réalisables ou une baisse de la consommation d'électricité. Vingt-deux des 58 réacteurs français, représentant environ 30% de la puissance nette du parc, atteindront leur quarantième année de fonctionnement d'ici à la fin 2022, rappelle la Cour. Dans l'hypothèse d'une durée de vie de 40 ans et d'un maintien de la production électronucléaire à son niveau actuel, il faudrait "un effort très considérable d'investissement équivalent à la construction de 11 (réacteurs de type) EPR d'ici la fin de 2022", écrit-elle.

L'Observatoire du nucléaire en déduit dans un communiqué que l'électricité nucléaire est en réalité "bien plus chère que la plupart des autres filières". Pour en arriver là, "il a fallu attendre que, aveuglé par sa foi irrationnelle en l'atome, et donc persuadé de la compétitivité de l'atome", Nicolas Sarkozy ne demande à la Cour des comptes de faire la vérité sur ce dossier".

"Ce rapport fera date car il confirme le coût faramineux

du nucléaire futur", souligne l'adjoint au maire écologiste de Paris, Denis Baupin, sur son blog. "Qu'on choisisse de prolonger la durée de vie des réacteurs existants (en les sécurisant et en tentant de les faire tenir dix ou vingt ans de plus), ou que l'on choisisse de construire des réacteurs de nouvelle génération EPR pour les remplacer, le coût du kWh produit sera près de deux fois plus élevé que le prix artificiel actuel", ajoute-t-il.

Jean-Luc Bennahmias, vice-président du MoDem de François Bayrou et écologiste, estime lui aussi que le rapport de la Cour des comptes "vient ouvrir une nouvelle brèche dans l'argumentaire du gouvernement et des opérateurs." "Le nucléaire coûte cher - les investissements déjà réalisés sont de l'ordre de 228 milliards d'euros - et cela ne risque pas de s'arranger", écrit-il. Il souligne que la Cour des comptes "fait état des incertitudes qui règnent quant au chiffrage des investissements et opérations futures." "Combien coûte le démantèlement ? A combien s'élève la gestion des déchets radioactifs ? Ou encore, à combien reviendra la prolongation de la durée de vie des centrales ?", demande-t-il.



Tableau 4 : Ordres de grandeur des coûts des différents postes de dépenses des rapports CDP et Cour des comptes en Md€2010

Postes principaux	Rapport CDP 2000	Rapport Cour des comptes 2012	Δ %
Construction du parc	86 (hors frais financiers)	96 (frais financiers inclus)	Equivalent
Superphenix	Non pris en compte par CDP	12	NS*
Recherche (hors recherche Areva, EDF)	0,7/an	0,7/an	Equivalent
Exploitation (hors combustible et hors impôts)	3,7/an	5,6 /an	50%
Combustibles	2,4/an	2,2 /an	Equivalent
Démantèlement	21-24	32	50%
Gestion et stockage des déchets	35	50	40%
Jouvence	18	45	150%
Normes post Fukushima	NS*	10 ?	NS*

* NS: non significatif

Tableau extrait des Cahiers de Global Chance n°31 Mars 2012 p.32 . P.34 ils évaluent le coût économique à 69€/MWh si l'on prend en compte les mesures post Fukushima .

Dans le même journal, analyse critique par Yves Marin-gnac du rapport de l'ASN qu'il trouve « loin de répondre à l'ensemble des enjeux » p.14 à 22 – www.global-chance.org – Global Chance 17 ter rue du Val-92190 Meudon

EDF sait-elle vraiment démanteler ses centrales nucléaires ? PAR NATHANAEL ROUNY (4 JANVIER 2012)

Que la France décide de maintenir ses centrales ou de sortir du nucléaire, le démantèlement des réacteurs est inéluctable une fois atteint l'âge limite. Interventions en milieu hostile, techniques complexes, pollutions radioactives, déchets encombrants, personnels irradiés, coûts exorbitants... Les premiers chantiers de déconstruction menés actuellement par EDF sont loin d'être maîtrisés. <http://www.bastamag.net/article2001.html>

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) s'apprête à donner son avis sur la poursuite ou l'arrêt de l'un des réacteurs de Fessenheim, la doyenne des centrales nucléaires françaises. Mais qu'en est-il des réacteurs déjà arrêtés en France ? 68 réacteurs nucléaires, répartis dans 22 centrales, ont été érigés depuis le lancement du programme électronucléaire civil par de Gaulle dans les années 1960.

Quels sont les réacteurs déjà arrêtés ?

Parmi eux, 10 réacteurs sont actuellement en cours de démantèlement [1]. Mis en service entre 1963 et 1986, ces réacteurs ont été conçus comme des prototypes, ne fonctionnant

pas tous avec la même technologie. Ils sont moins puissants que ceux actuellement en service (sauf Superphénix), et ont relativement peu fonctionné : entre dix et vingt-quatre ans pour la majorité d'entre eux.

(...)Combien de réacteurs définitivement démantelés ?

Sur les 10 réacteurs arrêtés, aucun n'a donc encore été complètement démantelé. Plus largement, 54 « installations nucléaires de base » (INB [3]) – petits réacteurs expérimentaux du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les premières usines de fabrication de combustible ou de retraitement (Saclay, Cadarache, Pierrelatte...), des accélérateurs de particules destinés à la recherche... – ont été stoppés depuis 1973. Seules 22 ont été officiellement démantelées. Cependant, aucune de ces installations nucléaires civiles « n'a atteint le stade dit du "retour à l'herbe", c'est-à-dire l'effacement de toute trace visible et de toute contamination et la libération inconditionnelle du site », relèvent les experts de Global Chance.

Voir aussi : Nucléaire l'impossible addition ? <http://journaldelenvironnement.net>

A l'appel de Jean-Marc LOUVET de l'association Négajoule, nous étions une poignée ce matin à rejoindre la marche populaire des 15 jeunes indignés partis de Bayonne « marche baiona ».

Dans le petit matin blême et frais, nous avons pris le départ à 9h45 du champ de foire de Salles, direction le laser Mégajoule du Barp.

Drapeaux et bannières sur l'épaule, le soleil a rapidement réchauffé les membres engourdis pour faire place à une journée quasi estivale !

Les langues se sont rapidement déliées et au fil de ces 12 km, nous avons pu échanger nos idées, nos doutes, nos craintes mais surtout nos espoirs et cette formidable envie de chacun de participer activement à son niveau à une réelle prise de conscience.

Etre l'un des grains de sable et contribuer ainsi à gripper le mécanisme de la mondialisation ! Vaste programme !...

Nous avons ainsi marché jusqu'aux environs de 13h, rejoints en route par des cyclistes et à l'arrivée par de nouveaux sympathisants.

Nous étions quarante cinq à l'arrivée sur le rond-point du laser où nous avons déployé drapeaux et banderoles, déposé une gerbe et respecté une minute de silence à la mémoire des victimes du nucléaire militaire, notamment Nagasaki et Hiroshima...

Après l'effort, le réconfort ! A la faveur de l'ombre promulguée par quelques arbres, nous avons partagé un moment convivial avec le pique-nique sur l'herbe.

L'heure de se séparer est arrivée, les indignés sont partis pour le Barp où se situe l'étape du soir, certains ont suivi pour participer à l'assemblée populaire du soir et d'autres dont je faisais partie ont regagné leurs pénates avec le sentiment d'une journée pas ordinaire.

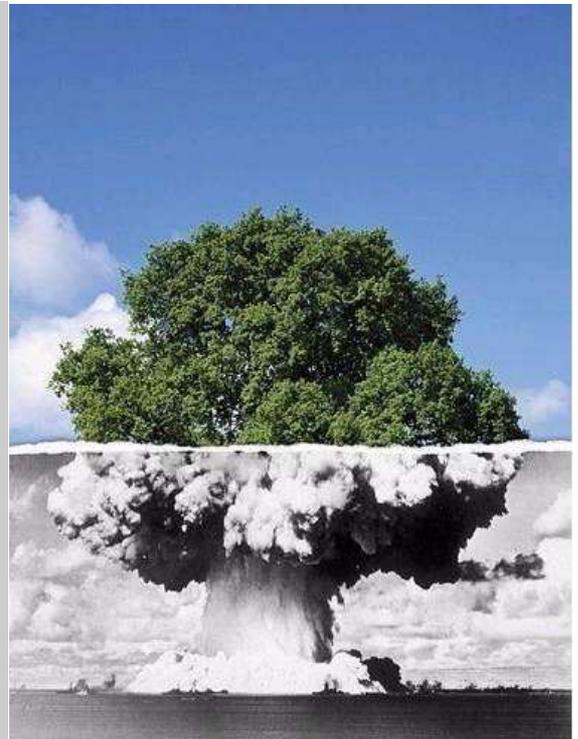
Bonne continuation à ces jeunes dynamiques et engagés ...

Malheureusement, la stèle de commémoration aux victimes « disparaîtra » du rond-point dès le lendemain. Le ou les auteurs de cette profanation se rendent-ils compte qu'ils ont contribué par leur manque de respect à insulter la mémoire des victimes du nucléaire militaire ?... Olivier D. Tchernoblaye

Jean-Marc Louvet Pour Négajoule 06.62.70.98.50

<http://www.sudouest.fr/2012/03/17/les-marcheurs-devant-megajoule-661561-2941.php>

La marche baiona des Indignés peut être suivie sur le lien ci-dessous :
<http://www.marche-paris-2012.com/test-boucle/>



Quelle civilisation ?

Ainsi j'ai la douleur d'apprendre par les titres des journaux qu'on a mis la main sur un homme qui en a tué deux ou trois autres, qu'on va lui faire son procès et que peut-être on le pendra.

Mais je voudrais courir le féliciter d'avoir tué si peu, deux ou trois seulement ! Le pauvre ! Tandis que ceux qui fabriquent notre mort à tous, avec leur bombe, ceux qui préparent la lèpre pour des millions d'innocents dont la plupart ne sont pas encore nés, il n'y a pas de danger qu'on nous les pendre, ceux-là !

Ce ne sont pas des assassins vulgaires, ceux-là ! Ce sont d'honorables citoyens. On les couvre d'or à la mesure de leur science désintéressée, on les comble d'honneur pour le plus grand bien qu'ils font à l'humanité.

Et les bons ouvriers, les bons employés et jusqu'au balayeur, qui consacrent leurs journées, leurs pensées et leurs peines à cette merveille de la technique et à d'autres ouvrages non moins utiles, ils sont honnêtes ceux-là, qu'en dites-vous ?

Tellement qu'ils sont même syndiqués, et socialistes encore, et pacifistes de surcroît, pacifistes bêlants, non, mais pacifistes rugissants, toujours prêts dans les comices et les cortèges à hurler à la Paix.

Et quand la chose éclatera, ce sera sûrement la faute des autres.

Mais nous, mes amis, mes frères, allons-nous continuer comme eux à « remplir notre devoir d'état » sans nous poser de questions ?

Quand la chose éclatera, alors que tout marchait si bien, faudrait-il pour l'expliquer évoquer l'avidité des marchands de canons, l'ambition des dictateurs, la haine forcenée et la férocité du peuple ennemi ?

Non, tout cela n'est pas nécessaire pour que la chose éclate.

Mais que chacun continue à remplir son devoir d'état, qu'il obéisse aux ordres supérieurs sans se poser de questions, et c'est assez pour qu'à coup sûr, à point nommé, la chose éclate ;

Lanza del Vasto « Technique de la Non-Violence »
proposé par Pierre Kung

Opération Bèdes-in : faisons l'amour, pas la guerre

Un collectif citoyen s'est constitué à l'initiative de plusieurs associations dont « Groupe Sortir du nucléaire Lot » afin de demander la création d'une Commission d'Information (CI), dans le but d'assurer une information publique transparente sur les problèmes de sûreté que pose le CEA/CEG, le Centre d'Études de Gramat. Ce centre militaire, sous tutelle du Commissariat à l'Énergie Atomique, est en effet répertorié par l'Autorité de Sûreté Nucléaire de Défense (ASDN) comme Installation Nucléaire de Base Secrète (INBS).



Compte-tenu des risques inhérents à ce type d'installation, et malgré leur caractère militaire, les INBS sont également soumises à une obligation de transparence. À cet effet, la loi prévoit qu'une Commission d'Information soit constituée, regroupant quatre types de membres : les associations de protection de l'environnement, les représentants de l'État et des collectivités locales, les autorités militaires et les exploitants, comme le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Ce mercredi 21 mars 2012, le Collectif a adressé un courrier à l'attention du Préfet du Lot et des autorités militaires compétentes afin de faire valoir cette demande. Une manifestation "Bèdes-in" a été organisée samedi 24 mars à Gramat, à l'occasion d'une journée nationale d'actions portée par le Mouvement de la Paix.

Nous informerons le public en distribuant des tracts autour d'un lit, reprenant ainsi symboliquement l'image mythique de John Lenon et Yoko Ono lors de leur opération Bed-In au printemps 1969 en faveur de la paix.

Le collectif citoyen , Le Groupe « Sortir du nucléaire Lot » Pierrette Dhermy, route de Couzou, 46500 Gramat ; Patrick Quemper : 05 65 34 29 17 / 06 87 67 98 21- <http://leliencommun.org/sdnlot>

Voir aussi : ICAN France, Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire et www.francesansarmesnucléaires.fr



**DEPARTEMENT D'ARIEGE
COMMUNE DE LOUBAUT**

NOMBRE DE MEMBRES : 9
Affiliés au Conseil Municipal : 9
En exercice : 9
Qui ont pris part à la délibération : 5

Date de la convocation : 28 octobre 2011

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
N°2011-18**

Séance du 4 novembre 2011

Le quatre novembre deux mil onze, à 19heures30,
Le Conseil Municipal de LOUBAUT, régulièrement convoqué, en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Ramón BORDALLO, Maire.

Étaient Présents :

Monsieur BORDALLO Ramón, Madame VERDOT Muriel, Monsieur GARRIGUES Robert, Madame MOLLIEX Jocelyne, Monsieur GOLDSTEIN Alain.

Étaient absents : Monsieur LACUISSE François, Monsieur BEURIER William, Mademoiselle BEURIER Laure, Monsieur BOULLÉ Bruno.

Secrétaire de séance : Madame Muriel VERDOT.

DÉLIBÉRATION PORTANT SUR LA DEMANDE DE SORTIE RAPIDE DU NUCLEAIRE

- Vu que depuis les accidents de Three Mile Island, de Tchernobyl et de Fukushima, plus personne ne nie la probabilité d'un accident majeur en France ;
- vu la densité du parc nucléaire français, qui fait qu'un accident atomique toucherait tout le monde, la radioactivité se moquant bien des frontières administratives ;
- vu les risques avérés que le nucléaire fait peser sur la santé publique et sur l'environnement (seul garant de la sécurité alimentaire) ;
- vu que c'est l'avenir de nos enfants et des générations futures qui est en jeu ;
- vu qu'aucune compagnie d'assurance au monde ne veut garantir le risque nucléaire, laissant aux contribuables les frais de dédommagement ;
- vu que depuis cet été, 80 % des centrales sont arrêtées au Japon sans pour autant que ce pays ne soit "revenu à la bougie" ;
- vu que le problème du traitement des déchets n'est toujours pas résolu, après plus de soixante ans de recherches ;
- vu que les risques de prolifération augmentent tous les jours ;
- vu que sur les 58 réacteurs en service, 21 ont déjà dépassé 30 ans d'usure ;
- vu que la France est complètement dépendante de l'uranium pour ses réacteurs et que parler "d'indépendance énergétique" est un mensonge éhonté ;
- vu que le nucléaire ne fournit que 3% de l'énergie finale dans le monde ;
- vu que de nombreux pays ont fait le choix d'abandonner cette énergie mortifère ;
- vu le coût pharamineux envisagé par la Commission Nationale pour le démantèlement des centrales françaises (de l'ordre de 750 milliards d'euros !).

Le Conseil Municipal demande instamment au ministre de la Santé, au ministre en charge de la consommation, au ministre en charge de la construction, aux députés et sénateurs de notre circonscription et au Président de la République la sortie du nucléaire la plus rapide possible.

Pour cela, nous demandons l'abandon immédiat des travaux de nouvelles installations nucléaires (EPR, ITER... qui, en outre, sont déjà en dépassement de budget), nous demandons la dénucléarisation des déchets et des sites, l'arrêt immédiat des centrales les plus vétustes

Nous demandons enfin d'investir massivement dans les énergies renouvelables génératrices d'emplois.

Ainsi fait et délibéré en Mairie les jour, mois et an que dessus.

Figureont au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire, Ramón BORDALLO.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Sous-Préfecture de Pamiers
Le 4 novembre 2011
Et publication ou notification
Du 4 novembre 2011.

<http://latourcontreatome.free.fr>

<http://www.frituremag.info/Les-chroniques/l-humeur-de-samson/Nucleaire-comment-ils-l-aiment> : dessins p.9, 14, 16

Note au lecteur : dans la tradition, cette synthèse peut comporter quelques erreurs ou imprécisions indépendante de la volonté de son auteur.

Merci de votre compréhension et de vos critiques.

Pour Stop Golfech par Marc Saint Aroman – février 2012 –

Annexe 1 : dossier de presse

Le bilan annuel 2010 d'Edf, pavé de 900 pages, sur le fonctionnement de la centrale de Golfech reste dans la tradition des années précédentes avec la même manipulation et la même propagande de la part d'Edf.

Voici donc pour Edf :

- Comme dans les années soixante dix revoilà le mythe d'une **croissance infinie de la consommation d'électricité** : « *La demande d'énergie mondiale devrait augmenter de 60 % d'ici 2030 en « électricité elle devrait même doubler »* ». Mais pour la France, forte de son échec prévisionnel de l'époque, Edf remet en place une politique commerciale agressive en faveur du chauffage électrique : cette manœuvre vise à enchaîner à nouveau le pays pour des décennies à l'atome à travers non seulement la continuation de l'installation de radiateurs électriques mais également à travers le développement des pompes à chaleur.

Cette politique vient de montrer son absurdité suite au coup de froid de février 2012 avec une importation massive d'électricité... particulièrement d'Allemagne alors que ce pays a arrêté 8 réacteurs atomiques depuis 11 mois :

- **Le double mensonge** sur l'indépendance énergétique perdure : le « **taux d'indépendance énergétique de 24% en 1973 à 50 % depuis 2000** » : Selon Global Chance (Source : « *Sortir du nucléaire c'est possible* » de Stephen Kerckhove et Xavier Rabilloud) : « *un calcul en énergie finale, déduction faite des exportations d'électricité et de l'uranium importé, conduit à une indépendance énergétique inférieure à 10 % en 2009, contre 30 % selon le même mode de calcul en 1973. Notre fameuse « indépendance énergétique » est donc une vue de l'esprit qui ne repose sur aucune réalité objective. Une des astuces manipulateur consiste à parler en énergie primaire au lieu d'évoquer la seule énergie utile qui intéresse les citoyens : l'énergie finale...*

- La tartuferie continue également lorsque Edf évoque la puissance de l'Autorité de Sûreté du Nucléaire : « *L'ASN est la seule habilitée à autoriser la mise en service ou la poursuite de l'exploitation d'une centrale nucléaire en France* ». Nous avons pu constater comment le moratoire sur l'EPR, instauré le 30 mars 2011 par le patron de l'ASN André Claude Lacoste, suite à la catastrophe de Fukushima, a été balayé le 31 mars par Nicolas Sarkozy.

- **Mise en place, en sous-main, d'une irréversible prolongation des réacteurs** : il est écrit que « **pour pérenniser l'outil de production** » : près de 2 milliards d'euros sont investis chaque année dans le parc de production nucléaire :

- **500 millions de maintenance courante**

- **800 millions pour la « rénovation » de matériels,**

En fait, il s'agit de matériel dégradé dont le remplacement n'avait même pas été envisagé lors du lancement du programme nucléaire (couverture de cuves comme à Golfech alors que les réacteurs n'avaient que 10 ans de fonctionnement, générateurs de vapeur, alternateurs...). Nous ne sommes plus dans de sim-

ples entretiens de maintenance de routine comme certains veulent bien le laisser entendre,

- 700 millions pour la modification et l'amélioration des systèmes

Pour Golfech, en 2010, la facture de maintenance s'est élevée à 29,7 millions d'euros pour Edf Golfech.

Alors que les archives dont disposent les

Amis de la Terre montrent une durée de vie programmée pour les réacteurs de 30 ans (« 25 à 30 ans » pour certains documents) - et que ce chiffre constituait même une base mondiale dans les années 1970 - Edf ne craint pas d'écrire : « *Les éléments non remplaçables (cuve du réacteur, enceintes de confinement, bâtiment réacteur...) ont été conçus pour 40 ans d'exploitation, voire plus.* » Pour être tout à fait convaincante Edf rajoute : « **Dans tous les cas, c'est l'ASN qui reste seule juge de la qualité des actions d'amélioration menées par l'exploitant et qui autorise, ou non, le redémarrage du réacteur pour 10 ans.** » Pourtant nous avions reporté il y a 12 ans, dans ces mêmes colonnes de « Stop Golfech » des propos totalement discordants extraits de la revue Contrôle de l'ASN de juin 1999 : Mathieu Schuler et Philippe Merle du Bureau de Contrôle des Chaudières Nucléaires, écrivaient « **compte tenu du nombre de mauvaises surprises rencontrées dans le dossier des cuves (*), il serait bien imprudent de conclure que tout va bien jusqu'à 40 ans.** » C'est pourtant ce que fait EDF qui est sûre, au vue des connaissances actuelles, que les tranches de 900 et 1300 MWe atteindront l'objectif de 40 ans au moins.

Depuis le mois de septembre 2011, Edf et le gouvernement tentent de rendre irréversible la prolongation de la durée de vie des réacteurs à travers la commande de 44 générateurs de Vapeur, la commande du système de commande/contrôle des réacteurs...

(*) Début 1999, sur la cuve du réacteur de Tricastin, étaient découvertes une douzaine de défauts significatifs (dont certains de 10 mm) obligeant à mener des investigations supplémentaires.

Bilan production :

Pour ce qui est de la production 2010, elle est donnée à un niveau de 17,97 TWh (soit environ 9 TWh par réacteur).

Le taux de disponibilité aurait été de 85,2 %.

La prochaine visite décennale du réacteur 1 est annoncée pour 2012.

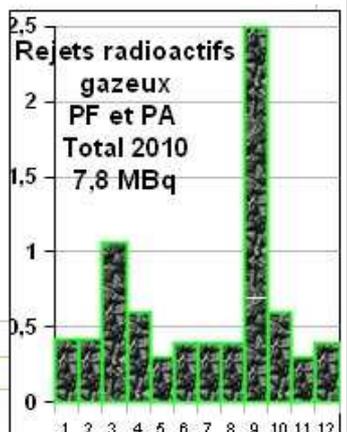
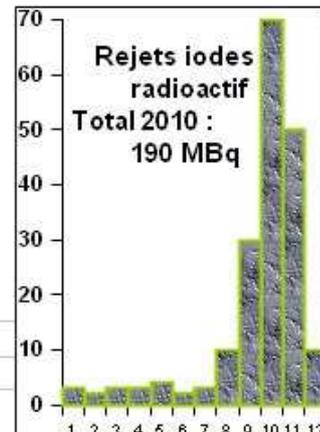
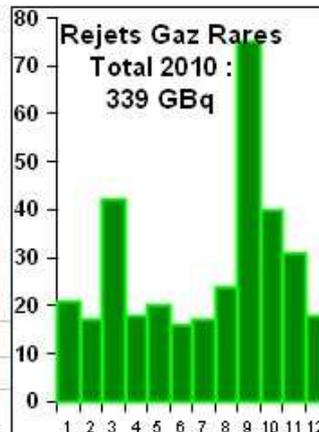
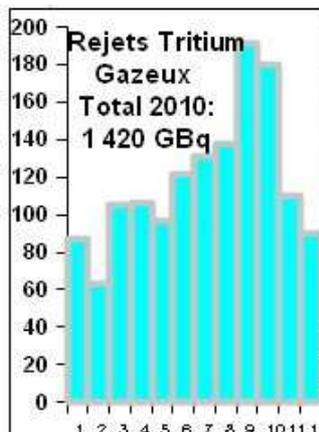
Incidents : En 2010 la centrale de Golfech a déclaré 19 événements significatifs pour la sûreté dont 16 de niveau 0 et 3 de niveau 1.

Toujours dans la tradition, les éléments détaillant ces incidents ne sont pas joints au présent rapport annuel... cependant, grâce à l'ASN nous avons pu disposer de ces documents.



Annexe 2 : paramètres radioactifs

Rejets radioactifs gazeux : Note : tous les graphiques sont établis par le rédacteur sur la base des données des tableaux d'Edf

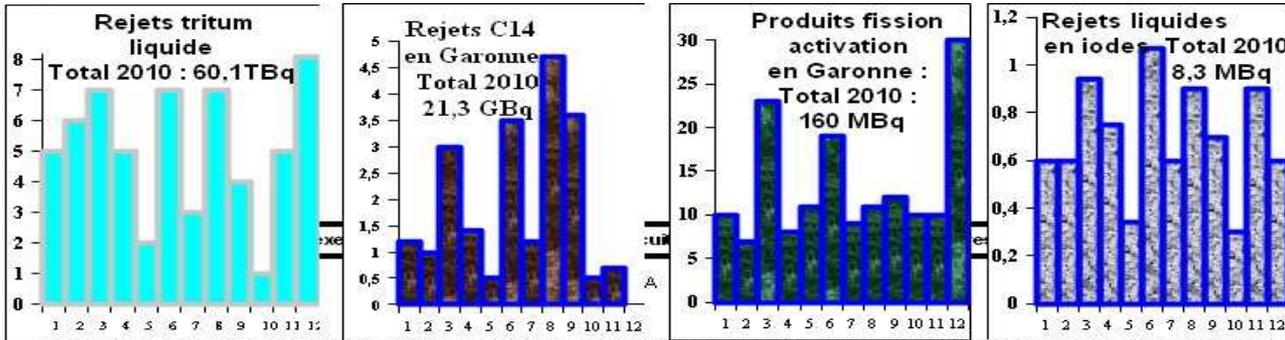


Note : - on constate un pic de rejets atmosphériques en gaz rares et en PF et PA (produits de fissions et produits d'activation) en mars qui correspond à l'arrêt du réacteur n°2

- Des pics de rejets de tritium, gaz rares, de produits de fission et de produits d'activation apparaissent pour le mois de septembre 2010. Ces rejets coïncident avec la mise à l'arrêt du réacteur 1 qui démontrent et rappellent, comme précédemment, qu'Edf Golfech dégage des éléments radioactifs dans l'environnement. Les iodures radioactifs verront leur maximum de rejet un mois plus tard.

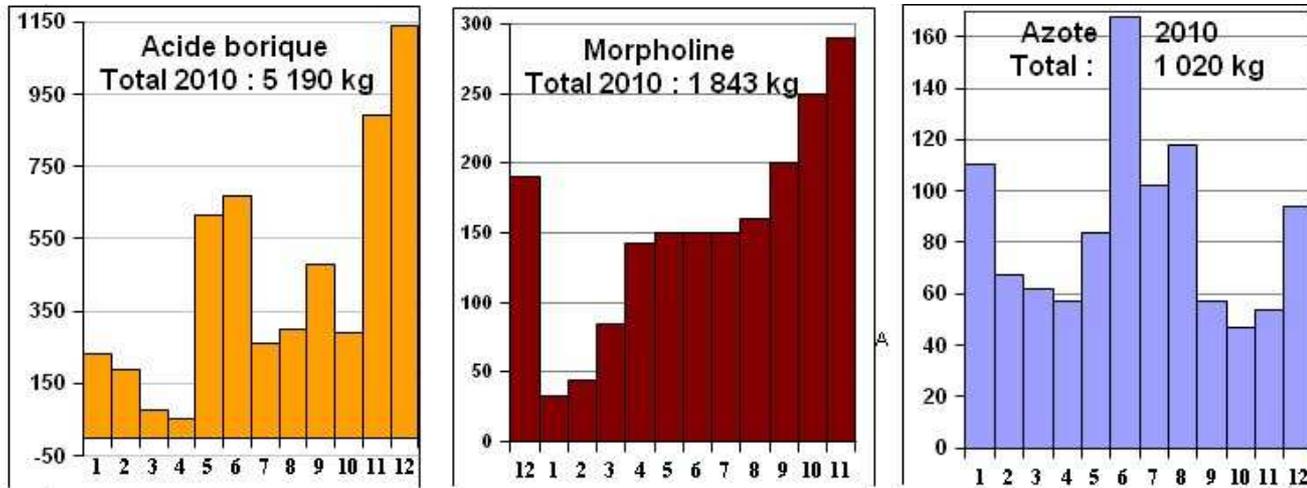
Bien noter les différentes unités des divers rejets entre les différents radioéléments : Soit 1 TBq = 1 000 000 000 000 Bq, GBq avec 1 GBq = 1 milliard de Bq et 1 MBq = 1 million de Bq

Rejets radioactifs liquides : A noter que les quantités de contaminants chimiques - eux mêmes contaminés en radioactivité - issus des circuits primaires et secondaires et rejetés en Garonne sont tous issus de calculs d'Edf : en effet l'électricien ne donne pas de résultat de mesures concrètes.



Annexe 3 : paramètres chimiques des circuits, stations d'épuration et émissaires

A ces principaux rejets s'ajoutent également : 177 kg de phosphate – 31 kg de métaux (Zn, Cu, Mn, Ni, Cr, Fe, Al)...



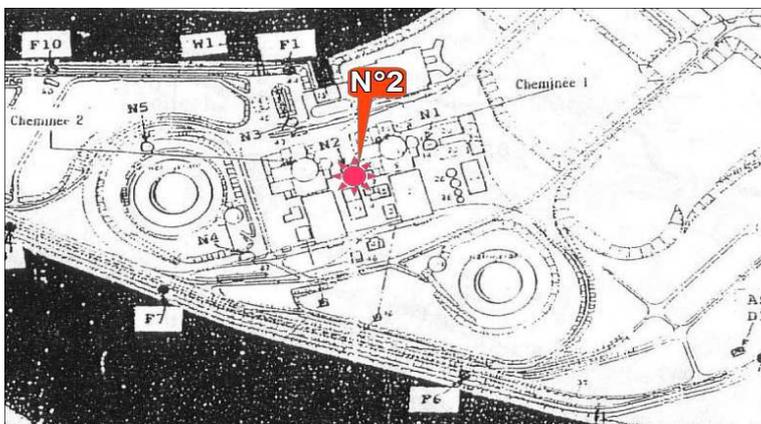
Annexe 4 : Surveillance de l'environnement

concernant la surveillance des eaux souterraines : ne figure dans cette annexe aucun élément concernant le rejet accidentel d'eau du circuit primaire contaminée en radioéléments déversée dans la nappe phréatique sous la centrale de Golfech. Cet incident survenu le 18 janvier 2010, qui fait l'objet de la procédure lancée contre le CNPE de Golfech par **des associations antinucléaires et environnementalistes, receva le verdict du tribunal de Police de Castelsarrasin le 29 mars 2012.**

Les analyses radioactives de la nappe phréatique, produites dans l'annexe 4, discréditent l'hypothèse d'Edf selon laquelle le déversement du 18 janvier serait à l'origine de la contamination de cette nappe : en effet les analyses de janvier, février 2010 ne montrent aucune contamination en tritium de la nappe phréatique sous la centrale !...

Le tritium est détecté pour la première fois à partir du mois de mars 2010 sur le piézomètre repéré n°2 (*). Les mesures sur les autres piézomètres N1, N3, N4, N5 resteront inférieures au seuil de détection < 7Bq/l choisi par Edf (parfois 6,4 Bq/l) tout le reste de l'année 2010.

Pour ce qui est du piézomètre n°2 il montrera de mars à décembre une contamination chronique en tritium reproduite dans le tableau ci-contre :



Piezomètre	Tritium Bq/l
N° 2	
01/10	< 7
02/10	< 7
03/10	7,40
04/10	8,30
05/10	10,00
06/10	12,00
07/10	13,00
08/10	15,00
09/10	14,00
10/10	13,00
11/10	12,00

(*) A noter la persistance de la lacune du dossier d'Edf ou la position géographique des piézomètres sur le site du CNPE est toujours absente. La voici donc extraite du rapport de surveillance de 1996. On s'aperçoit ainsi que le piézomètre se situe physiquement entre les deux piscines de stockage de combustible

Tribunal de police de Castelsarrasin le 26 janvier 2012 : Quand l'avocat d'Edf parle trop :

Voulant sans doute noyer le poisson, Maître Piquemal, avocat d'Edf plaida à la barre pendant environ 1 h 30. Il donna cependant quelques précisions intéressantes. Pour lui, en substance, si l'incident était survenu, c'était tout simplement parce qu'Edf avait voulu bien faire les choses : si on l'embêtait, une autre fois Edf pourrait ne pas être aussi précautionneuse : il osait même affirmer que l'eau était si faiblement contaminée qu'elle aurait pu être parfaitement éjectée telle quelle en Garonne et encore être bue sans problème... Sauf que, quelques instants plus tard il précisait que la teneur en tritium des 700 000 litres transférés : d'après ses dires, le transfert contenait 20 % de l'autorisation annuelle en tritium... un calcul simple montre que cela représente $40\,000\text{ GBq} \times 20\% = 8\,000\text{ GBq}$.

Pour 700 000 litres cela correspond à une activité de 11 430 000 Bq/l :

D'après les chiffres de l'avocat d'Edf, les 450 litres rejetés dans la nappe suite à « l'incident » représenteraient donc une activité totale en tritium de 5 140 000 000 Bq

Toujours selon l'avocat d'Edf à la barre, la limite de potabilité serait, pour l'OMS, de 10 000 Bq/l : en fait le seuil recommandé pour les eaux de boissons par l'OMS (93) est de 7 800 Bq/l.

La directive Européenne 98/83/CE du 3 novembre 1998 fixe pour sa part fixe à 100 Bq/l comme seuil d'alerte : ce seuil a donc été dépassé de 114 300 fois !

De plus, comme le circuit de traitement des effluents radioactif était en panne, qu'il n'y avait pas eu de décroissance radioactive pour les éléments à vie courte, que le tritium était le seul des radioéléments cité parmi les centaines de présents, la personne qui aurait bue cette eau comme le proposait Maître Piquemal aurait très certainement subi le même sort que M.Alexandre Litvinenko.



Les militants anti-nucléaires se sont rassemblés devant le tribunal autour de Daniel Rousseau et Marc Saint-Amoran, membre du Réseau Anti-Nucléaire, à l'origine de cette plainte.

Eaux de la Garonne : La production d'un kilowattheure issu de la centrale de Golfech aura nécessité en 2010 : le turbinage de 11,9 litres l'évaporation de 2 litres d'eau.

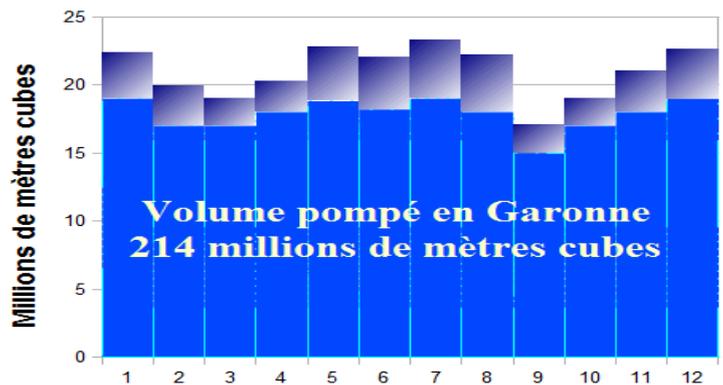
Détail du calcul : 214 milliards de litres d'eau / 17 970 000 000 kwh = 11,908 l

Annexe 5 : Bilan déchets

Concernant le site de Golfech pour 2010 : **Synthèse par filière, par agrément, par famille de réceptacle et par type de réceptacle**

Bilan des évacuations du site : en 2010, il y a eu, 293 tonnes de déchets évacués du site de Golfech, L'activité radiologique totale de ces déchets était de 11 920 milliards de Bq,

**Volume Garonne évaporé en 2010
37,6 millions de mètres cubes**



Point préalable concernant les déchets : situation de l'usine Centraco à Marcoule dont l'activité a reçu un éclairage public suite à l'accident grave qui est survenu le 12 septembre 2011 :

Les autorités déclarèrent – après quelques heures de préparation pour une bonne désinformation - qu'il s'agissait d'un accident industriel. L'ASN reprenait immédiatement les chiffres falsifiés par la filiale d'Edf qui devisait par 476 la radioactivité réellement présente dans le four au moment de l'explosion.

En réalité il s'agissait bien d'un accident grave survenu sur une installation nucléaire de base spécifiquement dédiée à l'incinération et la fonte de matériaux radioactifs...

Midi Libre titrait le 14 janvier 2012 : « Gard Centraco : toujours pas d'incinération »

On pouvait lire notamment : « Depuis le dramatique accident industriel du 12 septembre 2011 survenu au Centre nucléaire de traitement des déchets faiblement radioactifs (Centraco), à proximité de Marcoule, que deviennent les déchets ? Sont-ils toujours acheminés à Codolet dans le Gard, site unique en France à les traiter, ou les clients - les centrales nucléaires - sont-ils contraints de les stocker ? [...] « où en est-on réellement ? L'unité de fonderie est encore "sous scellés", les enquêtes de la justice, de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'inspection du travail étant toujours en cours. L'unité d'incinération, elle, "a subi son arrêt technique pour maintenance, de septembre à fin décembre. L'incinérateur est fin prêt à redémarrer. Mais nous sommes en attente de l'autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire. C'est pour cela que je (Ndr : Roland Vierre, porte-parole de la Socodej) ne souhaite pas m'exprimer, car ce que je vous dirai aujourd'hui ne sera peut-être plus valable demain".[...] « Les centrales nucléaires françaises sont-elles, selon lui, saturées aujourd'hui de déchets faiblement radioactifs ? Si la direction ne confirme pas, elle ne dément pas non plus. Et préfère s'en remettre au gendarme du nucléaire. »



Procès Golfech

Pour ce qui concerne les combustibles usés :

Le rapport précise dans son Annexe 1 qu'en 2010, 74,8 tonnes de combustible usé de Golfech ont été traités. Pour les déchets dits à vie longue, Edf les affirme entreposés dans des conditions « d'extrême sé-

curité sur le site d'Areva NC à La Hague » dans l'attente de la mise en œuvre du stockage géologique prévu dans la loi programme « gestion durable des matières et déchets radioactifs » adoptée par le parlement le 28 juin 2006.

Le stockage n'est pas aussi reluisant qu'Edf veut bien nous le faire croire, voici en effet deux extraits d'un communiqué de l'ASN du 16/02/2012 suite à une inspection à La Hague : [...] : *concernant la conformité des installations au référentiel existant dans les domaines liés au premier retour d'expérience de l'accident de Fukushima, l'ASN a notamment constaté :*

plusieurs écarts concernant la gestion des matériels utilisés pour la maîtrise des risques de pertes des alimentations électriques et du refroidissement ;

- l'absence de document d'exploitation définissant la conduite à tenir en cas de séisme ;

- que le risque d'inondation faisait l'objet d'études spécifiques au moment de l'inspection.

- L'ASN considère que les matériels utilisés pour la maîtrise des risques de pertes des alimentations électriques et du refroidissement doivent faire l'objet d'un entretien et d'une maintenance plus rigoureuse. [...]

Annexe 6 : Suivi des nappes

Les analyses sont effectuées par l'IPL Atlantique. Peu d'éléments singuliers dans ce paragraphe. On peut s'interroger pour savoir si le laboratoire avait eu l'information autrement que par l'action des antinucléaires sur la présence de tritium dans les eaux sur lesquelles ils travaillaient et dont ils étaient sensés mesurer seulement les caractéristiques physiques et chimiques...

Annexe 7 : rapport sur l'ichtyofaune

cette annexe concerne la faune des poissons. Les mesures de radioactivité sont réalisées par Edf et l'IRSN. Le Laboratoire Vétérinaire de Montauban procède à ses propres mesures.

Le Laboratoire d'écologie fonctionnelle Ecolab de L'INP de Toulouse/ENSAT précise que les mesures de radioactivité ont débuté en 1990. Il indique ensuite que « ces études n'ont mis en évidence aucun événement hydrobiologique qui soit directement imputable à l'exploitation nucléaire (prise d'eau et rejets liquides) ». Le laboratoire indique que sur 20 ans d'études, il y a eu des « évolutions des peuplement piscicoles du tronçon Garonne étudié, évolutions qui résultent d'un ensemble de contraintes issues de conditions naturelles (climat, hydrologie) et des multiples contraintes liées aux diverses activités humaines. »

Concernant les poissons migrateurs l'étude s'appuie sur deux programmes : celui de l'association pour la gestion de la réserve naturelle de la frayère d'aloses d'Agén et celui de l'association Migado (Suivi de la migration et de la reproduction des poissons sur la Garonne, la Dordogne, le Tarn et l'Aveyron).

Pour la partie lutte contre les amibes pathogènes, il est écrit : « **Relativement à ce traitement à la monochloramine, son impact sur l'écosystème n'est pas décelable. Tous les tests effectués sur les Daphnies ont montré des toxicités inférieures aux limites de détection de la méthode (< 1 équitox / m3).** »

Dans les conclusions il est fait mention :

- des conditions environnementales : l'étiage est survenu fin juillet et a duré jusqu'à mi-octobre, période au cours de laquelle le débit est resté en dessous du seuil de Débit d'Objectif d'Etiage pendant 35 jours. Dans ces 35 jours, 4 jours ont été en-dessous du seuil de débit d'alerte (soit débit d'alerte x 0,8 = 68 m3/s).

- de l'Étude Thermie : cette étude permet d'apprécier la distance impor-

tante nécessaire pour obtenir une dilution thermique des rejets dans l'eau de la Garonne :

- On distingue la veine d'eau chaude à 65 m (T3) des rejets sur 100 à 120 mètres de large (environ 50 % de la Garonne)

- A 300m (T4) des rejets sur 100 m de large – A 600 m des rejets (T5) sur 60 m de large et à 1 km/100 des rejets (T6) sur 60 m de large.

Thermie / poissons : le laboratoire affirme qu'il n'y a pas de différence entre la richesse spécifique observée entre les stations et les années 2009 et 2010. Le tableau ci-contre établi infirme ces assertions.

Note 1 : Pour le nombre de poissons, c'est seulement la deuxième année, depuis le démarrage de la réaction en chaîne à Golfech, que le nombre d'espèce à l'aval est supérieure à celui de l'amont pendant que le nombre de poisson amont aval est inférieur.

Note 2 : il est précisé dans l'Annexe 1 que pour l'année 2010, 8 000 prélèvements pour contrôle ont été effectués dans l'environnement et 20 000 ont été analysés en laboratoire : conformément aux autres années, le nombre d'analyses produites dans le rapport reste toujours aussi ténues.

Années >	2006	2007	2008	2009	2010
N d'espèces	13	15	9	10	9
	9	10	7	10	12
Différence amont/aval	-4	-5	-2	0	3
% Amont/aval	69,231	66,7	77,8	100	133
N de poissons	407	827	851	315	263
	131	89	102	239	140
Différence amont/aval	-276	-738	-749	-76	-123
% amont aval	32	11	12	76	53

Annexe 8 : Surveillance hydrobiologique

cette surveillance est traditionnellement constituée par des analyses :

- physico-chimiques, « en 2010 les différentes mesures de la physico-chimie des stations suivies ne révèlent aucune perturbation notable »

- d'algues épilithiques (ensemble des organismes se développant sur un substrat immergé inerte naturel ou artificiel constitué d'une communauté complexe et hétérogène).

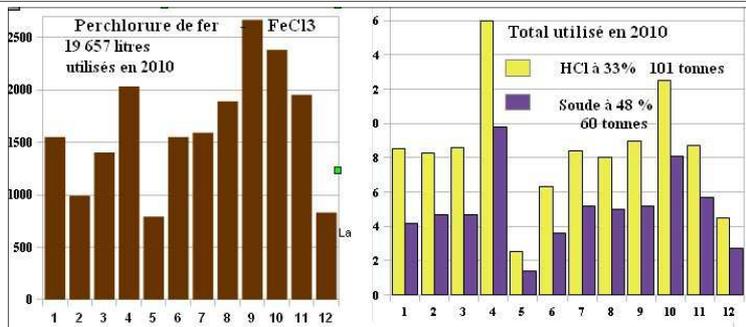
- Les macro-invertébrés benthiques (insectes, crustacés, mollusques)

Il est écrit : « Les éventuels impacts de la centrale de Golfech sont donc difficilement mesurables sur les communautés en place ». Plus loin : « L'analyse des valeurs de l'Indice Oligochètes de Biofilm des Sédiments (IOBS) montre qu'il n'apparaît pas d'impact significatif des rejets du CNPE de Golfech suite aux opérations de traitement biocide ».

Pour les auteurs de cette surveillance hydrobiologique pour 2010, il n'y a globalement « rien à signaler »

Annexe 9 : Poste de déminéralisation

La déminéralisation de l'eau brute de la Garonne met en œuvre des quantités industrielles et des qualités de chimie dont la quasi totalité est rejeté dans le fleuve : ceci fait partie des éléments qu'ignorent les personnes qui qualifient le nucléaire d'énergie propre.



Annexe 10 : Suivi radio-écologique

Alors qu'il s'agit bien d'un rapport annuel 2011 sur le fonctionnement d'une centrale nucléaire, les analyses radio-écologiques pour l'année 2010 sont encore absentes !

Nous allons donc faire le traditionnel saut de deux ans en arrière pour disposer d'analyses toujours aussi pauvres en quantité et en qualité d'échantillons.

Le rapport fait toujours mention des rejets des hôpitaux et cliniques toulousains pour exonérer la centrale de la présence d'iode 131 dans la Garonne. Il y a cependant la reconnaissance de la responsabilité du CNPE dans la contamination de phanérogames immergées et de mousses dans la Garonne : ces plantes aquatiques concentrent des contaminations en **Cobalt 57, 58 et 60 ainsi qu'en ¹¹⁰Ag et ⁵⁴Mn.**

Pour ce qui est du ¹⁴C, « l'analyse dans l'herbe de pâturage prélevée dans une zone sous les vents dominants ne révèle aucun apport industriel local ».

Pour le tritium à noter : « Dans le lait les activités en ³H libre et en ³H organique (*) sont cohérente avec les observations des années antérieures. Enfin le ³H libre demeure inférieur au seuil de décision dans l'eau prélevée à Sauveterre-Saint-Denis. Ainsi, aucun marquage de l'environnement terrestre lié à la présence de l'installation n'est mis en évidence en 2009. »

Les analyses présentées sur les sédiments ou les phanérogames sont toujours aussi dérisoires (un ou deux échantillons)

Pour ce qui concerne les poissons, nous sommes passés d'un dizaine d'analyses amont et aval en 1991 à une seule depuis les douze dernières années...

Il est noté en page 94 qu'en amont de la centrale, le carbone 14 analysé dans le muscle d'une brème commune s'élevait à **239 Bq/kg ± 16**. La même espèce en aval de la centrale comportait **901 Bq/kg ± 25**. Toujours sur les mêmes espèces on retrouve < 0,54 en amont pour les tritiums libre et liés et **2 Bq ± 0,7** en tritium libre et **2,7 ± 1,2** en tritium lié.

À noter ce paragraphe : « en revanche, la radioactivité artificielle est également caractérisée, en 2009, par la présence de ⁵⁸Co et de ⁶⁰Co en aval du CNPE de Golfech. Depuis 2000, le spectre des radionucléides artificiels détectés dans l'environnement aquatique de cette installation se réduit et tend à se limiter à la présence des radioisotopes du cobalt (⁵⁸Co, ⁶⁰Co). Ce constat témoigne néanmoins d'un marquage du milieu aquatique lié aux rejets liquides du CNPE de Golfech ».

(*) Dans les échantillons du règne végétal ou animal, le tritium se trouve souvent associé à la fraction **eau libre**. Il peut être inclus dans les composés organiques sous forme **de tritium organiquement lié**.

Annexe 11 : Résultats des contrôles effectués pour le compte de la DREAL

Cette annexe a été réalisée par le Laboratoire Départemental de l'Eau sollicité par la DDAF du Tarn et Garonne. Elle consiste en la surveillance des eaux des effluents et dans les eaux réceptrices (Conformément à l'arrêté ministériel d'autorisation du 18 septembre 2006). Les analyses portent sur les caractéristiques physico-chimiques et microbiologiques. On peut noter que les relevés sont peu nombreux - 18 mars - 11 mai - 6 juillet et 9 novembre et les points de prélèvement limités.

Annexe 12 : Résultats des analyses des stations d'épuration

Un élément notable de cette Annexe - dont les analyses sont également réalisées par l'IPL Atlantique - concerne une fréquence très forte de conductivité de l'eau d'épuration dont l'origine n'est pas évoquée par les auteurs de l'étude :- à la station STEP principale, la valeur mesurée le 21 01, était de 1 255 µS/cm et 1 074 le 29 07t,- à la station AIE 1 221 µS/cm,- Mais le record revient à la station PAP avec 2 640 µS/cm..

Annexe 13 : Bilan de la campagne amibes 2010

Cette annexe de Capsis, comme les autres années, reste importante puisqu'elle éclaire sur des éléments absents du dossier et en particulier sur le volume de chimie utilisée pour ce traitement spécifique. Elle fournit des données sur la campagne amibes 2010 - le suivi analytique amibes - le suivi du traitement à la monochloramine sur

les circuits de refroidissement du CNPE de Golfech.

Les circuits de refroidissement tertiaires ont été traités du 13 juillet au 3 septembre 2010 pour le réacteur 1 et du 4 juin au 30 septembre pour le réacteur 2 avec un arrêt fortuit du 18 au 20 septembre. Lors du démarrage du traitement, les réacteurs étaient déjà colonisés en amibes pathogènes. Sur ce point, le dossier est assez confus puisqu'il est question de prélèvement puis d'analyses au rejet, puis de méthodes d'analyses erronées utilisées par Edf qui auraient donné des pics fictifs de contamination en amibes... Reste que c'est encore un calcul et non pas une mesure qui fixe la valeur de la concentration en amibes Naegleria totales et Naegleria fowleri totales dans la Garonne.

Volumes de chimie dépotée : estimations de la consommation pour les deux réacteurs :

Quantité de polluants rejetée durant les 5 mois cumulés de traitement hors déminéralisation :

Chlorures : 70 tonnes – Sodium : 45 tonnes – Aox : 230 kg – THM : 2,4 kg – Chlore résiduel total 76 kg – Azote total : 12,7 t – Nitrites 3 t – Nitrates 54 t -

Malgré tous ces rejets, la conclusion précise : « L'impact toxicologique du traitement à la monochloramine sur l'environnement n'est pas détectable, tous les tests de toxicité effectués sont restés inférieurs aux limites de détection de la méthode utilisée (1 équitox/m3), » et plus loin : « Malgré les concentrations importantes en AOX (Ndr organohalogénés) et THM relevés ponctuellement à l'entrée de la station de Sivoizac le 7 septembre, on peut conclure du fait des faibles concentrations obtenues au rejet que le traitement de monochloramine n'a pas eu d'impact décelable en amont des stations de production d'eau potable situées en aval de la centrale. »

Conclusion du rédacteur

Les éléments du dossier sur les rejets en 2010 démontrent encore et toujours les énormes quantités de chimie et de radioactivité rejetées dans l'environnement. Pour ce qui concerne la chaleur perdue dans l'environnement, pour les deux seuls réacteurs de Golfech, elle représente 35,94TWh (2 x 17,97 TWh) soit l'équivalent de 3 millions 400 mille radiateurs de 3 000 Watts branchés en permanence pour chauffer la nature...

Malgré tout cela, les laboratoires et organismes qui ont réalisés les travaux de ce dossier se veulent toujours aussi rassurants dans leurs conclusions respectives. **Mais le 5 janvier 2012, la donne vient brusquement de changer, la revue « Journal International du Cancer » produit une étude de l'INSERM, qui démontre un excès de leucémies et de cancers infantiles dans un périmètre de 5 km autour des centrales nucléaires françaises pour la période 2002/2007. Les anciennes démonstrations anglaises et allemandes sont enfin confirmées en France comme l'avait été, en 2001, dans le plus grand silence, l'étude de Jean François Viel autour de La Hague (Guizard AV, Boutou O, Pottier D, Troussard X, Pheby D, Launoy G, Slama R, Spira A. The incidence of childhood leukaemia around the La Hague nuclear waste reprocessing plant (France): a survey for the years 1978-1998. J Epidemiol Community Health. 2001 Jul;55(7):469-74.)**

Note : Pour l'INSERM l'apparition de près d'un doublement de leucémies pour les enfants de moins de 15 ans dans un rayon de 5 km autour des centrales nucléaires françaises n'apparaît pas pour la période 1990 - 2002 : Qu'est-ce donc qui a changé au niveau du fonctionnement du « parc » nucléaire d'Edf dans les années 2000 ? Un élément majeur - effectué sans publicité - s'est produit sur les rejets de tritium : nous notions dans les colonnes de Stop Golfech qu'en 2001, Edf, avait décidé de rabattre le tritium gazeux de ses centrales nucléaires vers les fleuves, rivières et la mer. (Voir: <http://saint.aroman.marc.free.fr/Bilans%20annuels%20Golfech/Bilan%20Golfech%202008.pdf>)

Alors que les résultats de l'étude de l'INSERM sont clairs, les médias français ont encore joué la carte de la désinformation. La phrase des auteurs de l'étude de l'INSERM qui précisait :

- « Pour autant, ils ne signifient pas que l'excès de leucémies est lié aux rejets gazeux radioactifs des centrales puisque que les cas ne correspondent pas au zonage basé sur la dispersion de ces rejets. » fût quasi unanimement transformée - avec la bénédiction des auteurs - en :

- « affirmer que vivre à proximité d'une centrale accentue les risques de leucémies est un raccourci un peu rapide. D'autant que Jacqueline Clavel, responsable d'épidémiologie à l'Inserm, le dit clairement, à ce jour "aucun lien" ne permet de prouver une telle accusation » (France Info - 11 janvier 2012 -) Pour assurer la continuité de l'atome et par voie de conséquence le crime associé au développement des leucémies infantile, voici que les spécialistes assurent leur avenir à travers de futures longues études internationales : « Mais, de toutes façons, on n'arrivera pas à conclure sans faire une étude internationale, avec une meilleure méthode d'évaluation de tous les facteurs de risques autour des centrales, et sur une longue période de temps ».

Non au Gaz de schistes

SAMEDI 31 MARS 2012 de 15 à 18 h

TOULOUSE

MONUMENT AUX MORTS (ARC DE TRIOMPHE)

Allées Fr. Verdier (Métro François Verdier)

ALERTE !! LA DREAL MIDI PYRENEES a RECU la DEMANDE du PERMIS BEAUMONT DE LOMAGNE pour INSTRUCTION !!!!!

Le préfet de Région Midi-Pyrénées vient de recevoir les dossiers à l'instruction pour le Permis de Beaumont de Lomagne de la société BNK Pétro-léum, et le permis de Mirande. Ce dernier visiblement serait inclus dans le périmètre du premier du côté du Gers et c'est une société Australienne "Gaf2gird" qui a une base en France. La première instruction ne porte que sur la recevabilité du projet soit la capacité technique et financière du demandeur à mener à bien l'exploration. La Dréal attend de savoir si le Ministère leur donne d'autres critères pour l'examen de ces dossiers. Pour la première instruction il n'y a pas d'étude d'impacts à examiner par la Dréal, elle n'est obligatoire que lorsque les travaux de forage vont être engagés (si je comprends bien c'est que le permis est déjà accordé!)

Je rappelle que le Permis de Beaumont de Lomagne de 10 405 km2 impacte : le Lot, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, le Gers, le Lot-et-Garonne et la Dordogne

Il va falloir se mobiliser et secouer les candidats » Rose Frayssinet Co-présidente des Amis de la terre Midi-Pyrénées

47 : nonaugazdeschiste47@gmail.com

81 : collectif 81 Stop aux gaz & pétrole de schiste Patrice K (SDN 81, sortir-du-nucleaire.tarn81@laposte.net) + Patrice C (ATTAC 81)

46 : philippe.cruzel@gmail.com ; MOUVEMENT CITOYEN LOTOIS POUR LA SORTIE DU NUCLEAIRE mclsdn@gmail.com

Journal de l'environnement : Gaz de schiste: la colère internationale monte

13 janvier 2012 par Valéry Laramée de Tannenberg (...) En début de semaine, une réunion d'information avec les dirigeants Cuadrilla a failli virer au pugilat avec les habitants de Balcombe. Dans ce paisible village du Sussex (R.U.) personne ne veut vivre à l'ombre des derricks, dans la hantise de la terre qui tremble (c'est arrivé à Blackpool à quelque 400 kilomètres de là) ou d'une nappe phréatique devenue impropre à tout usage.

Sur l'autre rive de l'Atlantique : (...). Après trois ans de moratoire, l'Etat de New York envisage d'autoriser à nouveau l'utilisation de la fracturation hydraulique dans les forages d'exploration de gaz de schiste. Albany a donc élaboré une nouvelle réglementation qui a été soumise à la concertation. Avec raison. Pas moins de 20.000 commentaires ont été adressés au ministère local de la protection de l'environnement (DEC). S'ils craignent essentiellement de voir se dégrader la qualité de leur eau, les habitants du State Empire ne veulent pas non plus que leur région ressemble à la Pennsylvanie, où l'on recense près de 200.000 forages. Cette demande s'appuie sur le fait que l'EPA a confirmé que des nappes phréatiques du Wyoming avaient très probablement été contaminées par des glycols, du benzène et du méthane des forages de gaz de schiste situé à proximité [JDLE]. Dans l'Ohio, des géologues des CDC ont aussi détecté du méthane dans des nappes phréatiques à des concentrations proches de la limite d'explosivité. (...)

En France (...) Le 17 janvier, pour protester contre le colloque annuel sur l'énergie du député François-Michel Gonnot (au cours de laquelle une table ronde sera consacrée à l'exploration en Europe des gaz de schiste), diverses organisations organisent un «contre-colloque». En réponse, le député UMP, président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, assimile, sur son blog, ses contradicteurs à des «terroristes».

<http://www.amisdelaterre.org/Huit-Prix-Nobel-de-la-Paix.html>

le 16 février 2012 – **Huit Prix Nobel de la Paix ont écrit aux chefs d'États européens et aux ministres de l'Environnement les exhortant de s'attaquer aux sources de carburants les plus polluantes, tels que les sables bitumineux et les huiles de schiste.** Ils interpellent le Président Sarkozy : "Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous demander de faire le bon choix pour notre environnement, en soutenant les efforts de la Commission européenne pour maintenir les sables bitumineux très polluants hors d'Europe".

Juliette Renaud, chargée de campagne sur les Industries extractives aux Amis de la Terre France, commente : "Les sables bitumineux sont la source de pétrole la plus sale [2]. Ils provoquent des dégâts irréversibles sur l'environnement et la faune sauvage, et surtout affectent fortement les conditions de vie des communautés locales. Après les forêts boréales au Canada, les pétroliers veulent maintenant s'attaquer à des zones toujours plus fragiles, comme le projet de Total à Madagascar".

Les représentants des États membres de l'UE vont voter le 23 février prochain sur les modalités de mise en œuvre de la directive sur la qualité des carburants. Cette réglementation pourrait être un frein important à l'importation des carburants très polluants [3] en Europe et surtout constituer un précédent pour d'autres législations dans le reste du monde. Cette directive a été votée en 2008 mais n'a toujours pas été mise en œuvre. Le Canada, un producteur majeur de sables bitumineux, ainsi que les grandes compagnies pétrolières, ont exercé un lobby agressif contre cette loi. La France compte parmi les pays qui seraient en train de céder à ces pressions et s'apprêterait à voter contre la proposition de la Commission européenne le 23 février.

Darek Urbaniak, des Amis de la Terre Europe, conclut : "Si l'Union européenne ne met pas en place des politiques adéquates, elle sera aussi responsable des dommages causés par les sables bitumineux. La proposition de la Commission européenne s'appuie sur des preuves scientifiques et les États membres devraient la soutenir. La question est de savoir s'ils sont prêts à dire "non" au lobby pétrolier et aux sables bitumineux."

Juliette Renaud, Les Amis de la Terre France, 01 48 51 18 92, juliette.renaud@amisdelaterre.org

[1] Les signataires de la lettre sont :

Mairead Maguire, Prix Nobel de la Paix (1976) – Irlande
Betty Williams, Prix Nobel de la Paix (1976) – Irlande
Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix (1980) – Argentine
Archevêque Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix (1984) – Afrique du Sud
Rigoberta Menchú Tum, Prix Nobel de la Paix (1992) – Guatemala
Président José Ramos Horta, Prix Nobel de la Paix (1996) – Timor Oriental
Jody Williams, Prix Nobel de la Paix (1997) – Etats-Unis
Shirin Ebadi, Prix Nobel de la Paix (2003) – Iran

[2] Pour plus d'informations sur les impacts de l'exploitation des sables bitumineux, cliquez ici et là.

Pour plus d'information sur la directive européenne sur la qualité des carburants, cliquez ici.

[3] Le pétrole produit à partir de sources très polluantes, tels que les sables bitumineux, les huiles de schiste ou le charbon liquéfié, provoque des émissions de gaz à effet de serre bien plus importantes que le pétrole conventionnel. Ainsi, selon l'étude scientifique commanditée par la Commission européenne, les carburants issus des sables bitumineux produisent 23% de plus d'émissions de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel (107 grammes d'équivalent CO2 par mégajoule d'énergie produite contre 87g pour le pétrole conventionnel).

4) le 23 février dernier en réunion de "comitologie". Mais aucune majorité qualifiée ne s'est dégagée.

La France s'est abstenue à la dernière minute. Le texte doit donc être maintenant soumis au Conseil Environnement, c'est-à-dire les ministres de l'environnement des États-membres, a priori en juin prochain



« IL FAUT FERMER LA CENTRALE DE BLAYE »

ELSA PROVENZANO

« **A**vant Fukushima, il n'y aurait jamais eu autant de monde dans la rue », estime Martine Rainaud, 68 ans. Elle faisait partie des centaines de personnes réunies, dimanche, pour marquer leur opposition à l'énergie nucléaire, un an après l'accident de Fukushima, au Japon. Se tenant main dans la main, les manifestants ont formé une chaîne humaine de la maison écocitoyenne à la place des Quinconces. Des manifestants venus de toute la Gironde que la centrale vieillissante de Braud et Saint-Louis inquiète beaucoup.

Un « déni affligeant »

« Avant d'habiter à Saint-André de Cubzac, j'habitais à Blaye, c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles je suis sensible à ces questions », explique Stéphanie, 36 ans. Elle est venue manifester avec Paul, 34 ans. Ils se disent avant tout « partisans d'une baisse de la consom-

mation d'énergie ». Pour eux, Fukushima a permis une prise de conscience citoyenne mais les politiques sont encore dans un « déni affligeant ». De leur côté, Martine Rainaud et Mireille Teulé sont des engagées de la première heure. « J'ai lutté contre l'installation de la centrale de Blaye, il y a plus de 30 ans », se rappelle Martine Rainaud. « On peut avancer des arguments pour la sécurité mais les déchets, on ne sait pas les traiter », poursuit-elle. Mireille Teulé ajoute qu'« en 1999, la centrale du Blayais a déjà été inondée et, malgré les travaux menés, la route d'accès reste inondable ». Selon cette écologiste, si un accident survient à la centrale, « vous pouvez rayer la moitié du Sud-Ouest de la carte ! On n'a pas envie de prendre ce risque ! » « L'autorité de sécurité nucléaire le dit, souligne Dominique Blanchard, de l'association antinucléaire Tchernoblaye qui a organisé l'opération, il faut fermer les centrales, comme Blaye, qui ont plus de 30 ans. » ■

11-3-12 Tchernoblaye : <http://tchernoblaye.free.fr>



Une chaîne humaine a été formée pour commémorer l'accident de Fukushima.

« **Transition énergétique 47** » : le colloque de février a été un peu amoindri par les routes impraticables dans le 47, mais les ateliers du samedi matin ont fait carton plein avec des militants déterminés à agir : groupe de travail pour éolien, méthanisation, bois, économies habitat mis en place ; prochain week end collectif le 11-12-13 mai 2012 ; écrire au journal pour avoir le c.r.

Bordeaux 11-3-12 : **Odile (47)** J'ai été touchée par le fait de donner la main à un inconnu (c'est si rare), de sentir sa chaleur, elle aussi inconnue, pour défendre le droit à la vie. J'ai regardé son visage, son allure, un monsieur « tout le monde », aucun signe distinctif ne laissait deviner qu'il était pour ou contre cette énergie suicidaire qu'est le nucléaire. Ensuite la sirène, alarmante, angoissante, comme un cri. Signal pour nous indiquer de nous allonger sur le bitume. J'étais paisible, comme pour un bain de soleil. Cela s'opposait tellement à l'horreur du « si s'était vrai ». J'ai pensé à mes enfants. **J'ai pensé de quel droit des gens décident de nous exposer à ce point à un tel danger, de quel droit ! Qui sont-ils, ils devraient être jugés pour CRIME CONTRE L'HUMANITE!**

60 000 personnes et 230 km de chaîne humaine pour sortir du nucléaire

Nucléaire lundi 12 mars 2012



230 km de chaîne humaine contre le nucléaire entre Lyon et Avignon AFP

Procès contre Golfech 26-1-12



Un immense merci à ceux qui renouvellent abonnement et soutien, parfois très généreusement. Nous avons besoin de vous tous. Attention à notre nouvelle adresse : Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen. Envoi des articles à moniqueguittenit47@orange.fr ; prochain journal début septembre 2012

ABONNEMENT ANNUEL A STOP-GOLFECH:
8€ et plus...

NOM _____
Prénom _____
ADRESSE _____
TEL _____

COTISATION DE SOUTIEN A VSDNG:
12€ et plus...

NOM _____
Prénom _____
ADRESSE _____
TEL _____

Stop Golfech
Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech
Dépôt légal : 20 Juin 1991
Commission paritaire 0307 G 81372
ISSN 1253-286X
Imprimerie Associative
156, Impasse Péchaboud 47000 Agen
Directeurs de publication : William Soubiran
Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman
Pigiste : Ch. Guittenit, S.Tacchi
Envoi : Ph.Catinaud, P.Habit, Ch.Lamas, J.Rosales
Adresse du journal : VSDNG, Solidarité Inter Association
148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen
Tel 05 53 95 02 92 (Monique)